

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## «De Gaulle avait raison avec son «Europe des patries»»

ro. En tant que juriste et diplomate, Frédéric Walthard fut, de 1944 à 1971, «*Unterwegs für die Schweiz*». Tel est le titre du deuxième volume de ses mémoires qui en comptent trois et qu'il a publié aux éditions *Zeit-Fragen*. Ce deuxième volume contient une quantité d'informations sur la politique européenne durant cette période. Walthard a plutôt travaillé en coulisses, mais il a toujours aidé à déterminer la politique de la Suisse avec opiniâtreté et fermeté. Sa contribution a été considérable: il a œuvré, comme il l'écrit, «au maintien de l'indépendance de la démocratie suisse face à la puissance antidémocratique et supranationale de l'Union européenne naissante.»

Les lignes qui suivent présentent des extraits de ses mémoires qui éclairent l'histoire de la fondation de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Walthard considère à juste titre le Conseiller fédéral Hans Schaffner comme le «père de l'AELE», mais, avec d'autres, il a rendu possible cette création. Il convient de rendre hommage à son travail et il faut espérer que d'autres diplomates de sa trempe qui ont les mêmes convictions et manifestent le même engagement continuent à suivre la voie de la Suisse et de l'AELE et à faire en sorte qu'une Europe des patries libre devienne réalité.

Après la Seconde Guerre mondiale, des Etats européens fondèrent une grande zone de libre-échange pour garantir la paix et la liberté, l'«Organisation européenne de coopération économique» (OECE). Pour Walthard, c'aurait été la «solution idéale».

### «La solution idéale»

«A vrai dire, presque tous les membres de l'OECE étaient enthousiasmés par les négociations Maudling en faveur d'une grande zone de libre-échange: occasion idéale de réaliser dès le début l'intégration économique européenne et peut-être plus tard une unification plus profonde de l'Europe dans un cadre plus large et sur la base d'une totale égalité en droits des petits et des grands Etats membres. Evidemment, cette unification était beaucoup plus difficile à réaliser mais elle

Beat Kappeler

### Faisons de L'AELE une alternative

Il faudrait faire de l'AELE une alternative – vouée à la liberté du commerce – à l'UE. Ce serait une mission créative et offensive pour la Suisse et la Norvège. Les peuples de l'UE en ont assez que les politiques nationales cèdent toujours plus de leurs compétences à Bruxelles pour briser plus facilement les résistances. Selon «*The Economist*», les frais de bureaucratie, qui s'élèvent à 1000 milliards de francs par année, anéantissent les avantages du marché commun.

[www.beatkappeler.info](http://www.beatkappeler.info)

(Traduction Horizons et débats)

n'excluait pas en principe les décisions à la majorité pour autant qu'elles reposent également sur l'égalité des voix des Etats membres. Contrairement à la proposition de Maudling, les représentants de la Communauté des six (que nous appelions entre nous la «Bande des six») propagèrent l'idée de la voie supranationale. Cette solution, concoctée en particulier par Monnet et Schumann et défendue par Spaak, qui consistait à céder peu à peu des droits souverains à un organe de niveau supérieur jusqu'au moment où l'essentiel de la souveraineté de chaque Etat membre serait absorbée par cet organe.

Cette idée était entachée d'un défaut fondamental. Elle supposait que la souveraineté, résultat de la conscience politique et de la capacité décisionnelle suprêmes d'un pays était divisible. Or aujourd'hui encore, tous les spécialistes du droit constitutionnel et du droit international sont d'accord pour dire que ce n'est pas le cas. Si on les avait écoutés, nous n'aurions pas, après 50 ans, les problèmes que rencontre la Constitution européenne concoctée par Giscard d'Estaing. Grâce à toutes sortes d'astuces, comme le système compliqué de la subsidiarité et de la pondération des voix lors des décisions, la capacité décisionnelle suprême reste finalement concentrée sur un

petit nombre d'Etats. L'unification progressive de l'Europe selon deux rythmes différents restera illusoire ou fera finalement de l'Union européenne un Etat unitaire: structure antidémocratique, édifée de haut en bas et dominée par un des Etats membres, un groupe d'entre eux ou ensuite par un pouvoir indépendant des Etats membres et situé pour ainsi dire au-dessus d'eux.» (Vol. 2, p. 131 sqq.)

### Création de l'AELE

A partir de 1960, Frédéric Walthard fut en poste à Genève où, en tant que chef de délégation adjoint auprès de l'AELE, il participa à la pose de la première pierre de cette organisation. Pourquoi était-ce absolument nécessaire? Parallèlement à l'OECE, le Français Robert Schumann et, un peu en retrait, Jean Monnet avaient, avec le soutien des Etats-Unis, fondé la *Communauté européenne du charbon et de l'acier*, base de l'actuelle *Union européenne*. Aux différents postes qu'il occupa, Walthard soutint les positions officielles de la Suisse contre cette solution supranationale. Avec d'autres pays, la Suisse voulait une grande zone de libre-échange, dans l'esprit de l'OECE, qui aurait reposé sur l'indépendance et la souveraineté d'Etats nations égaux en droits. Bien qu'on obtînt de

bons résultats avec l'OECE, la «Bande des six» imposait de plus en plus sa politique supranationale agressive. Mais les partisans d'une zone de libre-échange entre pays souverains n'abandonnèrent pas la partie. L'AELE naquit presque en même temps que l'étape suivante de la Bande des six, la création de la *Communauté économique européenne* (CEE).

A propos de ses activités au sein du *Comité permanent des Etats de l'AELE*, Walthard écrit ceci: «L'essentiel de notre travail consistait à représenter la Suisse lors des réunions hebdomadaires du *Comité permanent* et du *Conseil des chefs de délégation adjoints*. Il fallait préparer ces séances et Berne nous envoyait ses directives. Il s'agissait de plus en plus de réponses aux questions et aux problèmes que nous posions à Genève avec le Secrétariat général. A vrai dire, ces réponses portaient sur tout ce qui était nécessaire pour mettre en route une zone de libre-échange efficace, c'est-à-dire la suppression des entraves commerciales de toutes sortes, notamment les droits de douane et les taxes. Le système des certificats d'origine jouait là un rôle central.

Contrairement à une union douanière où les biens et les services peuvent circuler librement à l'intérieur de frontières communes aux pays membres, dans une zone de libre-échange, la libre circulation exige des certificats d'origine qui permettent de passer les frontières maintenues entre les Etats. Dans la phase initiale des travaux, cela demanda un travail considérable. Il fallait rédiger les règlements, les règles d'exécution, les interprétations, les accords relatifs aux exceptions, corriger les défauts constatés et arbitrer les litiges, etc.» (Vol. 2, p. 178)

Ainsi, grâce à un travail de fourmi, nous avons établi les bases nécessaires au développement de l'AELE. Il convient de rappeler ce travail important en faveur d'une Europe indépendante. Genève, siège du Conseil de l'AELE, doit une fois de plus être le point de départ d'une mission humaniste et humanitaire et poser les fondements de la réalisation d'une «grande zone européenne de libre-échange» au XXI<sup>e</sup> siècle.

(Traduction Horizons et débats)

## L'AELE, alternative vitale à l'UE

par Ewald Wetekamp

Lorsqu'un quotidien d'Allemagne du Sud consacre, dans la semaine pendant laquelle le Bundestag adopte le MES, une série d'articles à l'UE aujourd'hui et que ces articles la présentent comme étant «sans alternative», il se met au service d'une propagande politico-stratégique.

### Une position antidémocratique

Ceux qui, dans l'espace politique, déclarent que quelque chose est «sans alternative» et ne donnent pas la parole à ceux qui envisagent une autre possibilité se placent en dehors d'un authentique processus démocratique et montrent ce qui ils sont. *Tina* (*There is no alternative*) était l'«argument» favori de la Dame de fer en Angleterre. Cet argument servit à mettre en route un processus de paupérisation dont les effets se font encore sentir fortement dans le pays. Au moyen d'un centralisme planificateur en économie, avec des prescriptions incroyables et des contrôles pointilleux effectués par

des contrôleurs autoproclamés, Bruxelles met sous tutelle les Etats nations et leurs citoyens. Et l'on prétend qu'il n'y a pas d'alternative à cela!

En créant le MES, on installe dans la zone euro un établissement bancaire doté de pleins pouvoirs en matière financière qui peut exercer une contrainte budgétaire sur des Etats nations souverains, qui n'est subordonné à aucun droit opposable, qui n'a pas été élu démocratiquement et est donc non seulement une structure supranationale mais se place lui-même au-dessus. Cela se passe sous nos yeux et l'on prétend qu'il n'y a pas d'autres solutions!

On cherche à nous «vendre» comme unique solution des marchés financiers déréglés, des paradis fiscaux exterritoriaux, c'est-à-dire non soumis aux lois, qui servent de champs de bataille à la haute finance, des plans de sauvetage à hauteur de milliards, voire de milliers de milliards qui pèseront pendant plusieurs générations sur la prospé-

rité et l'Etat-providence dont bénéficient tous les citoyens.

Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas de meilleure alternative à cette déclaration de faillite?

### Nouveau départ après la guerre et la misère

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui avait semé le désastre et la dévastation et laissé l'humanité avec des blessures ouvertes et des visages défigurés, certains se mirent à réfléchir à un nouveau départ pour l'Europe. Les Etats européens proclamaient avec sincérité «Plus jamais la guerre!» Ceux qui avaient un cœur et se sentaient liés à leurs semblables se mirent au travail. Ils appartenaient à toutes les couches de la population. Après avoir souffert de l'insécurité, de la faim et de privations de toutes sortes, ils aspiraient à la paix. Les citoyens de tous les pays accomplirent des tours de force dans l'entreprise de reconstruction. Cette tâche fut

facilitée par la mise à disposition d'un plan de 13 milliards de dollars. 17 Etats d'Europe occidentale se réunirent dès 1948 au sein de l'*Organisation européenne de coopération économique* (OECE). Leur mission consistait à utiliser cette aide à la reconstruction dans l'intérêt général de tous les membres égaux en droits. L'objectif déclaré était de rétablir les opérations de paiement, de permettre à nouveau la circulation des capitaux ainsi que les échanges de marchandises entre les Etats et cela avant tout grâce à la suppression des entraves au commerce. Les Etats membres ne pratiquaient pas encore une économie planifiée bien que l'on envisageât déjà en coulisse des projets précis. Grâce à une coopération effectuée dans un esprit de souveraineté, de liberté et d'égalité des droits, ces pays purent utiliser ces milliards de manière profitable. Le rendement de leur économie doubla, les exportations triplèrent et, nous le

# AELE et le Conseil de l'Europe couvrent tout – l'UE est superflue!

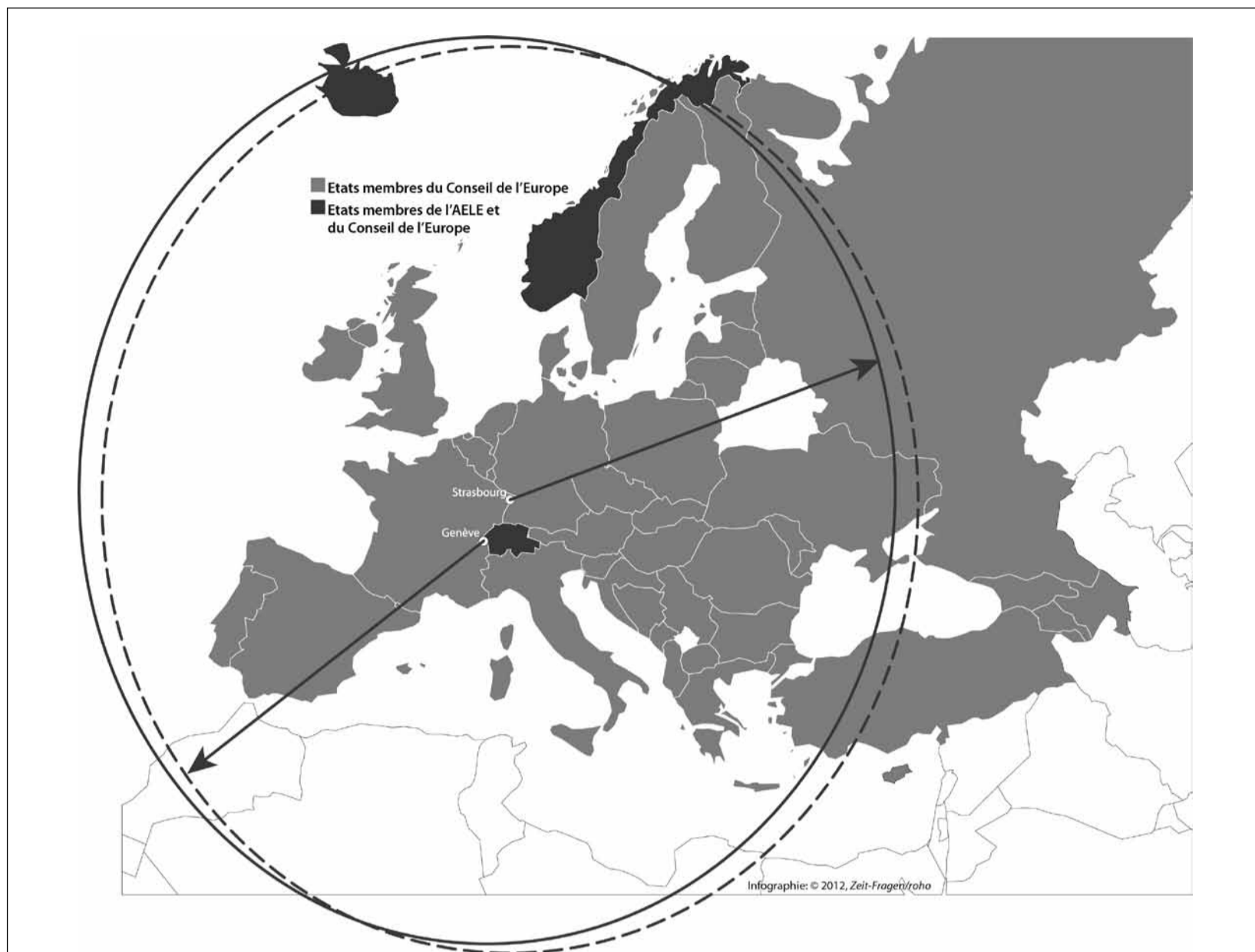
## Le Conseil de l'Europe – une assemblée d'Etats souverains en Europe

Seule une part des Etats européens se trouve associée au sein de l'UE. En observant le développement actuel, on peut se demander si l'Europe n'est pas en possession d'autres organisations qui respectent la souveraineté des Etats nationaux et qui permettraient une coopération prospère au bénéfice de tous. Le Conseil de l'Europe est une telle institution qui mérite notre attention.

thk. La crise économique et financière, qui dure depuis bientôt quatre ans, a démontré ouvertement ce que les experts avaient prédit il y a déjà quelques décennies: une intégration européenne, qui limite dans presque tous les domaines de la vie politique la souveraineté des Etats nationaux et qui ignore totalement le contrôle démocratique des populations, ne peut à la longue connaître le succès. (cf. *Horizons et débats* n° 13 du 2/4/12). Le report des compétences nationales à la centrale de Bruxelles devrait, tôt ou tard, mener dans un cul-de-sac. Ce que nous vivons actuellement leur donne raison. Des pays comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, la France, etc. en sont les témoins. Au lieu de se mettre sérieusement à réfléchir quant aux erreurs commises, menant à des développements erronés, et d'en tirer les conséquences qui s'imposent, les élites politiques de l'UE tentent – au moyen de «plans de sauvetage» surdimensionnés – de maintenir l'empire dominant de l'UE, tout en poussant les pays fortement endettés encore plus dans la dépendance.

En se lamentant que si l'euro disparaissait ce serait la fin de l'Union européenne, on tente de tenir les populations en laisse. En prétendant que l'Europe sans UE retomberait dans des luttes de domination du continent, on méconnaît la réalité. L'Europe est formée de 48 Etats, et la Russie, le plus grand pays du continent, n'est pas membre de l'UE. 19 autres pays européens n'en sont pas non plus membres. C'est une monstrueuse arrogance de vouloir prétendre que l'UE est l'Europe, en ignorant les autres populations et leurs Etats.

L'Europe se distingue par sa diversité remontant loin dans l'histoire, source de la riche vie culturelle et politique du continent. Il est indéniable que les peuples européens, ayant connu une histoire différente, pratiquant des confessions différentes, bénéficiant de différentes cultures, ont la volonté de coopérer. Ce sont les conditions mêmes pour s'attaquer ensemble aux difficultés et tenter de les résoudre tout en restant souverain.



### Rassemblement des Etats nationaux européens

En se reportant à l'histoire, on remarque que les peuples en Europe avaient et ont envie de vivre en paix, ceci tant après la Première qu'après la Seconde Guerre mondiale. Ce qu'on avait envisagé sur le plan international avec l'ONU devait être réalisé en Europe grâce au *Conseil de l'Europe*. Ce dernier fut créé en 1949 et compte toujours comme une assemblée d'Etats nationaux ayant conservé leur souveraineté. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne collabore pas étroitement, mais chaque pays peut garder ses marges, ce qui n'est plus possible dans la construction supranationale qu'est l'UE.

Le Conseil de l'Europe est doté de nombreux mandats; tous les pays du continent en font partie, sauf la Biélorussie qui maintient la peine de mort sur son territoire. Les domaines essentiels sont:

- la protection des droits de l'homme, de la démocratie diversifiée et de l'Etat de droit;
- promouvoir la prise de conscience et l'identité culturelle commune dans toute sa diversité et dans son développement continu;
- la recherche de solutions pour les problèmes de société en Europe (discrimination de minorités, drogue, sida, clones humains, pollution de l'environnement, racisme, criminalité organisée, etc.)

Le Conseil de l'Europe s'est tout particulièrement occupé de la stabilisation des pays de l'Est indépendants après l'ouverture du rideau de fer et a offert son soutien pour la mise en place de structures démocratiques, tout en contribuant aux réformes fondées sur le droit et la Constitution.

La Suisse est membre du Conseil de l'Europe depuis 1960 et a contribué particulièrement au développement de démocraties dans l'Est européen.

Le Conseil de l'Europe a donné des impulsions particulièrement fortes pour:

Suite page 3

### «L'AELE, alternative ...»

suite de la page 1

savons, on parla bientôt du miracle économique allemand.

#### Qui est de la partie?

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il était déjà question pour le gouvernement américain de ne pas tolérer le morcellement de l'Europe en petits Etats. Or, comme l'écrivit *Wilhelm Röpke*, ordo-libéral de l'Ecole de Fribourg, dans son ouvrage «Au-delà de l'offre et de la demande, vers une économie humaine», «le décentralisme est un élément essentiel de l'esprit européen.» Il se rendait compte des efforts de l'Europe pour créer un bloc compact qui devait être soumis à une économie planifiée bureaucratique et centralisée. C'est *Jean Monnet* qui devait organiser ce projet d'Europe centralisée. En tant que Secrétaire d'Etat auprès du ministre français des Affaires étrangères *Robert Schumann*, il élaborait, dès la fin des années 1940, le *Plan Schumann* qui prévoyait déjà une collaboration militaire et politique des Etats européens. A l'époque, les Etats nations s'opposèrent à ce plan à cause de la perte de liberté et de souveraineté qu'il impliquait. La réponse stratégique à ce refus consista en une nouvelle méthode, la *Méthode Monnet*: il ne fallait plus proposer aux gens un bouleversement profond,

mais procéder par petites étapes en recourant à des notions abstraites nébuleuses. La *Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)* fut la première *Haute autorité supra-nationale* à voir le jour. Son président en était *Jean Monnet*.

#### Les structures supranationales sont des atteintes à l'Etat de droit

Les structures supranationales ainsi que la notion de «souveraineté supranationale» sont une absurdité au regard de l'histoire de la démocratie et du droit constitutionnel. Ce sont des atteintes à la démocratie, à l'Etat de droit et à l'intérêt général. La souveraineté relève des Etats de droit démocratiques et ceux-ci tiennent leur légitimité du peuple, qui est souverain. La souveraineté est le fondement des Etats démocratiques et elle ne peut pas être cédée.

#### L'AELE, alternative nécessaire à la CEE

Lorsque la CEE fut créée, en 1955 avec la *Conférence de Messine* et en 1957 avec le *Traité de Rome*, et que six Etats sortirent de l'OECE pour suivre progressivement une voie centraliste, sept autres Etats imaginèrent une alternative libérale qui respecterait la souveraineté de ses membres. Le 4 janvier 1960, la Suisse, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Portugal signèrent la *Convention de Stockholm* et fondèrent ainsi l'*Association européenne de libre-échange (AELE)*.

Qu'est-ce qui, selon ses fondateurs, différencie la nature de l'AELE des missions de la CEE? Tout d'abord et avant tout, les Etats de l'AELE refusaient toute forme de supranationalité. Ils se bornaient à négocier les accords de libre-échange – conçus d'un commun accord après avoir longuement soupesé tous les détails – qui étaient aussitôt soumis pour ratification aux parlements nationaux. Les particularités culturelles et historiques des Etats membres étaient toujours prises en compte. Les décisions de l'AELE montrent que l'on peut résoudre à l'unanimité les questions les plus complexes au plan international. Il est impossible à une majorité de l'emporter, aucun Etat ne peut exercer une hégémonie, l'intégrité et la souveraineté de chaque membre est garantie et parfaitement protégée car on sait que seuls les partenaires souverains sont sincères, qu'ils tiennent parole et qu'on peut leur faire confiance. Quelle différence avec la CEE, la CE, l'UE et la «culture» politique actuelle!

Comme la souveraineté est absolue dans l'AELE, l'indépendance des partenaires ne subit pas d'atteintes. L'autoapprovisionnement des Etats est une de ses composantes inaliénables et il est dans l'intérêt de chacun de la maintenir et de la développer. C'est pourquoi les produits agricoles et même un marché intérieur sont exclus. En revanche, les accords commerciaux réalisés sur un pied d'égalité sont toujours possibles, à moins que

l'on touche à d'autres intérêts et c'est ce qui est arrivé lorsque les sept Etats de l'AELE voulurent créer une grande zone européenne de libre-échange. Voici ce qu'écrivait le délégué suisse aux accords commerciaux le 9 septembre 1960: «Au début de l'année, les Américains ont opposé leur veto à une fusion des six (CEE) et des sept (AELE) pour former une zone européenne de libre-échange.» Les Etats-Unis et Monnet notamment avaient fait échouer le projet de zone de libre-échange étendue à toute l'Europe alors que tous les gouvernements des pays européens avaient déjà manifesté leur accord. Telle était la situation à l'époque.

#### L'AELE subsiste

Malgré cette forte opposition et la perte de beaucoup de ses membres, l'AELE a subsisté en tant qu'alternative à l'UE. Aujourd'hui, elle a conclu des accords de libre-échange avec 30 Etats, elle est en négociations avec 10 Etats et elle a signé avec 10 autres Etats une déclaration sur une collaboration ou un dialogue relatifs à des relations commerciales et d'investissements plus étroites. Ces Etats peuvent être assurés d'avoir à faire à des partenaires honnêtes et sincères qui accordent la priorité au dialogue et répugnent à toute forme de contrainte. Maintenant, au niveau mondial, l'alliance des BRICS montre qu'un développement profitable ne peut se réaliser que si l'on respecte la souveraineté des pays impliqués. • (Traduction *Horizons et débats*)

# L'AELE respecte la souveraineté des Etats

Interview de Martin Zbinden, chef du secteur Accords de libre-échange/AELE au Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

*Horizons et débats: Plus les difficultés s'accroissent dans l'espace euro de l'UE, plus on se met à réfléchir dans toute l'Europe à des alternatives possibles. La «Coalition civile» d'Allemagne se prononce avec conviction en faveur de l'«Europe des patries». Ainsi, les pays souverains pourraient et devraient de nouveau assumer leurs responsabilités et régler leurs affaires en toute liberté. L'AELE offrirait un cadre parfait à cela, et c'est bien dans ce sens qu'on avait envisagé la collaboration en Europe après la Seconde Guerre mondiale.*

*Monsieur Zbinden, ne faudrait-il pas parler davantage de l'AELE et informer sur sa façon de travailler?*

Martin Zbinden: L'AELE répartit ses activités dans trois domaines principaux. En font partie d'une part la Convention de l'AELE qui s'occupe des relations de libre-échange entre les pays membres. D'autre part, il s'agit du statut d'observateur au sein de l'Espace économique européen (EEE) que nous avons en tant que membre de l'AELE. Cela est utile du fait que nous obtenons ainsi toujours des informations de première main, notamment en ce qui concerne le développement du droit de l'UE et de l'EEE. Pour la Suisse, l'AELE est particulièrement importante en tant que plate-forme permettant des négociations communes concernant des accords de libre-échange, domaine dans lequel elle est très performante.

En règle générale, la coopération entre les Etats de l'AELE fonctionne fort bien. Il y a, bien sûr, des différences. On comprend que la Norvège et la Suisse n'ont pas les mêmes structures économiques, entre autre du fait des immenses réserves en pétrole et en gaz de la Norvège. Nous n'avons rien de comparable. L'exportation de poissons est également très importante pour la Norvège et pour l'Islande, domaines peu importants pour la Suisse. Nos forces sont dans d'autres domaines tels que l'industrie chimique et pharmaceutique, la construction mécanique,

les services, y compris les services financiers. Il y a donc de grandes différences entre les Etats de l'AELE, mais, comme il s'agit de politique commerciale, nous sommes tous orientés vers un libre-échange similaire, ce qui fait que la coopération fonctionne somme toute fort bien.

La politique agricole présente un autre point commun. Les quatre Etats membres de l'AELE sont importateurs nets en produits agricoles; ce nonobstant, la protection aux frontières dans le domaine de l'agriculture a une grande importance pour tous les quatre Etats. C'est pourquoi nous participons – au sein de l'OMC et dans le domaine de la politique agricole – aux travaux des pays du G10.

*Donc en commun avec les autres membres de l'AELE?*

C'est exact. Le groupe des Etats du G10 comprend neuf membres, dont les quatre Etats de l'AELE.

*Si mes souvenirs sont bons, la politique agricole était une des raisons pour lesquelles le conseiller fédéral Wahlen avait fortement soutenu la création de l'AELE afin de rester indépendant dans ce domaine. Il est évident que l'AELE offre à des pays ayant des intérêts divergents la possibilité de travailler ensemble dans les domaines souhaités, au lieu de vouloir tout organiser de façon unifiée.*

C'est bien ainsi que cela se présente. Lorsqu'on fonda l'AELE, ce fut en opposition à la Communauté économique européenne. Ce n'était pas une union douanière et, dans ce sens, on a maintenu la souveraineté en politique du commerce, alors que dans l'EEE l'union douanière a un caractère communautaire. La Suisse avait considéré cela, alors, comme incompatible avec sa neutralité. Nous parlons de la fin des années 50, début 60. Alors l'AELE était effectivement un projet opposé à la Communauté économique européenne, prônant l'idée de travailler ensemble dans certains domaines et de ne

pas mettre en place d'institutions supranationales. Il suffit de choisir, au sein d'une zone de libre-échange, les domaines dans lesquels on désire coopérer, tout en conservant dans toutes les parties importantes de l'économie, mais aussi dans d'autres domaines politiques, la souveraineté – c'est ainsi.

*Lorsqu'on analyse le développement de l'AELE, on constate que c'est un beau succès à maints égards. Etes-vous aussi de cet avis? Il faut différencier. En ce qui concerne le nombre de membres, elle a beaucoup perdu. La Finlande a quitté l'AELE pour adhérer à l'UE, la Suède et l'Autriche également. De ce fait l'AELE est devenue une bien petite organisation. Ses succès, elle les obtint dans les relations de libre-échange. Elle a pu mettre en place, dès le début des années 90, un relativement grand réseau d'accords de libre-échange, et ce fut un réel succès. Au début, cela se passait généralement avec le regard rivé sur l'UE, c'est-à-dire dans son sillon, avec des pays ayant déjà conclu des accords avec l'UE. La première fois que l'AELE n'a pas eu son regard rivé sur l'UE dans de telles négociations, ce fut avec le Canada en 1999. Depuis, elle a massivement renforcé cette politique.*

*En fait, l'AELE est une organisation qui mène de façon indépendante des négociations et les conclut là où ses membres ont un intérêt, en tant que pays souverains, et estiment que c'est nécessaire.*

C'est bien ça. Dans le déroulement des affaires, l'AELE s'est trouvée parfois en retrait de l'UE, mais en ce qui concerne la Corée, elle a pris nettement de l'avance. L'UE vient juste de conclure un accord qui est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet, alors que l'AELE en avait conclu un, il y a déjà cinq ans. Nous l'avions d'ailleurs conclu alors que l'UE n'y pensait pas encore. Il y a donc les deux aspects. En ce qui concerne le Mexique et le Chili nous marchions derrière l'UE, mais concernant la Corée et Singapour nous la précédions. Nous venons de passer un accord avec l'Ukraine – alors que l'UE en est encore au stade des négociations. Avec le Conseil de coopération du Golfe, l'UE nous avait devancés dans les négociations, mais nous les avons terminées beaucoup plus vite. Il y a des différences, selon le partenaire.

*Quelle est la différence dans les positions de négociation?*

Dans la plupart des cas, l'UE ne se contente pas de négocier des accords de libre-échange, mais des accords d'association qui couvrent de plus larges domaines politiques et qui comprennent un dialogue politique visant une harmonisation de certains domaines de droit. L'AELE ne procède pas de cette façon. Nous nous contentons d'accords de libre-échange classiques, c'est-à-dire la libéralisation du transport des marchandises, du commerce des services accompagnés de sécurités juridiques, partiellement des investissements, de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de certaines dispositions concernant la concurrence. Dans les récents accords, il s'agit aussi de réglementations du commerce et du développement durable. En revanche, l'AELE ne

cherche pas à inclure le dialogue politique ou de vastes coopérations, par exemple dans les domaines de l'énergie ou des transports, comme le fait souvent l'UE.

*Il s'avère que beaucoup de pays ressentent le besoin d'une coopération économique indépendante qui respecte leur souveraineté.*

Comme je l'ai évoqué, l'AELE est une très petite organisation. Mais les accords de libre-échange que nous concluons sont très attrayants pour beaucoup de pays. Il ne s'agit pas là uniquement de la façon dont l'AELE conclut ses accords. A mon avis, les accords de libre-échange en soi ont actuellement un grand succès. Cela est, bien sûr, en relation avec les difficultés rencontrées actuellement au sein de l'OMC.

*Malgré votre insistance à rappeler la petite taille de l'AELE, il semble bien qu'il n'est pas du tout nécessaire – pour une coopération économique indépendante au niveau mondial – de mettre en place une structure centraliste de grande puissance qui étouffe la liberté et la prise de responsabilités individuelle des pays participants.*

Oui, à mon avis, l'instrument des accords de libre-échange est très attrayant du point de vue économique et commercial. Il ne faut toutefois pas le mettre en opposition à l'OMC. Cette dernière offre pour ainsi dire les dispositions fondamentales qui régissent l'ordre mondial du commerce international; les accords de libre-échange s'appuient là-dessus.

*Mentionnons encore un autre aspect: il est impressionnant de constater que l'AELE a peu de bureaucratie – seulement 90 fonctionnaires, c'est une vraie performance au jour d'aujourd'hui.*

Certes, c'est un avantage de l'AELE. Bien sûr, nous ne comptons que peu de pays membres, seulement quatre, nous n'utilisons qu'une langue de travail qui est l'anglais. On ne peut naturellement pas comparer le secrétariat de l'AELE à la Commission européenne qui a beaucoup plus de tâches à assumer et doit communiquer avec 27 pays dans un grand nombre de langues, ayant en plus en partie des tâches administratives à résoudre. L'AELE a un véritable secrétariat, c'est-à-dire que les pays membres assurent l'essentiel du travail ...

*... dans le cadre de leur politique des affaires extérieures ...*

Oui, les accords de libre-échange font partie de la politique commerciale. Les négociations pour de tels accords sont toujours menées par les pays membres. Le secrétariat de l'AELE y participe et apporte son soutien aux pays membres en préparant les textes, en procédant à des échanges de textes avec les partenaires des accords – c'est une des tâches du secrétariat. Toutefois les textes et leurs formulations sont du ressort des Etats membres. C'est bien la raison pour laquelle le secrétariat de l'AELE est un véritable secrétariat, qui dirige et soutient le processus, mais ce dernier reste en main des Etats membres.

*Nous vous remercions pour cet entretien. •*

## «A mon avis, l'AELE est une alternative intéressante à l'UE»

Extraits d'une interview de Rolf Weder, professeur à l'Université de Bâle

Lorsqu'un pays n'est pas membre de l'UE, il peut adhérer en toute indépendance à d'autres organisations, telles l'OMC ou l'AELE et y apporter ses contributions. C'est une opportunité que la Suisse devrait, à mon avis, utiliser plus souvent à l'avenir. [...]

Mais l'EEE présente des aspects qui mènent à une intégration politique partielle. Il s'agit d'une entité qui reprend en fin de compte le droit européen et même le droit européen futur. A mon avis, c'est ce qui détermine à juste titre la retenue de la Suisse. L'AELE est une forme alternative à l'intégration, elle est plutôt orientée vers la coopération entre les pays européens. Ainsi, cette organisation propose une forme d'intégration qui reste modérée. [...]

A mon avis, l'AELE est une alternative intéressante à l'UE. Car à l'intérieur de

l'AELE, il s'agit de conserver, voire d'approfondir encore l'intégration économique. Actuellement, concrètement, le commerce des marchandises est libre entre les membres de l'AELE. La Suisse pourrait faire revivre cette organisation. Je puis m'imaginer qu'on pourrait y inviter de nouveaux membres européens. Environ la moitié des pays européens ne sont pas membres de l'UE, comme par exemple la Russie et la Turquie. Pourquoi ne pas tenter de faire adhérer ces pays? Ce serait un exemple. On pourrait aussi élargir l'AELE en intégrant le commerce des services. Nous avons là une organisation qui pourrait tout à fait être élargie au niveau de l'intégration économique.

Source: Radio DRS4 du 20/3/12  
(Traduction Horizons et débats)

## «AELE et le Conseil de l'Europe ...»

suite de la page 2

- la Convention européenne des droits de l'homme,
- la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,
- la Charte sociale européenne.

La Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) lie tous les pays membres du Conseil de l'Europe et la Cour européenne des droits de l'homme veille à son respect.

Le Conseil de l'Europe réagit par de nouvelles conventions face aux développements actuels, apportés notamment par des changements au sein de l'UE, soit:

- la lutte contre la traite des êtres humains,
- la lutte contre la criminalité sur Internet,
- la lutte contre le terrorisme.

C'est dans la lutte contre le terrorisme que les Etats-Unis se comportent de façon inac-

ceptable envers les droits de l'homme. C'est pourquoi le Conseil de l'Europe donna mandat à l'avocat suisse, ancien conseiller aux Etats et procureur tessinois, Dick Marty, d'intervenir au nom du Conseil de l'Europe pour enquêter sur les «activités illégales des services secrets américains CIA en Europe». Il a pu démontrer l'existence de geôles où se pratiquait la torture en Roumanie et en Pologne, deux pays membres de l'Union européenne, et il a dénoncé le comportement criminel des Etats-Unis. Le Conseil de l'Europe adopta aussi le rapport de Dick Marty à propos du trafic d'organes au Kosovo, dans lequel Dick Marty mit gravement en cause notamment le chef du gouvernement kosovar Hashim Taci. Le Conseil de l'Europe a ainsi pris au sérieux son rôle d'organisation de protection des droits humains. Quant à l'UE, présente aussi au Kosovo, elle s'exprima à peine, alors que cela aurait été à elle

de réunir les preuves accablantes et de porter plainte.

## Les Etats-Unis avaient imaginé autre chose pour le Conseil de l'Europe

Selon les Etats-Unis, le Conseil de l'Europe aurait dû être une construction supranationale, qui devait aboutir, comme actuellement dans l'Union européenne, à l'élimination des Etats-nations et au transfert de la souveraineté nationale à une centrale. Lorsqu'on se rendit compte que ce n'était pas possible du fait que la majorité des pays, qui y étaient regroupés, refusaient de renoncer à leur souveraineté, Jean Monnet se mit, avec le soutien des Etats-Unis (cf. *Horizons des débats* n° 13 du 2/4/12), à développer parallèlement l'Union européenne, dont le destin fut plus ou moins scellé par les traités de Rome de 1957. On sait ce qu'il en est advenu, en observant les difficultés actuelles de cette union politique.

Avec le Conseil de l'Europe, les Etats européens ont construit une entité permettant d'aborder en commun dans la dignité et dans un esprit d'égalité les problèmes politiques qui se présentent, tout en respectant la souveraineté nationale. La longue vie du Conseil de l'Europe, ses activités constructives, la mise en place de divers groupes de travail pour améliorer la vie commune des populations et répondre aux difficultés et aux développements actuels, sont un signe clair de la volonté commune des pays européens de vivre en paix. On trouve, à côté du Conseil de l'Europe, destiné à faciliter la solution de difficultés politiques, l'Association européenne de libre-échange (AELE) pour une coopération économique des Etats européens, les pays participants gardant leur souveraineté dans leurs efforts de coopération pour le bien de leurs populations. Alors, à quoi bon une Union européenne? Pour qui et pour quoi? •

# L'Europe à la croisée des chemins: Il faut davantage de responsabilité individuelle et de libre coopération entre nations souveraines

## Des corrections d'erreurs manifestes sont nécessaires

par Werner Wüthrich

Depuis les années 1990 les accords de libre-échange ont pris de l'ampleur dans l'économie mondiale. Depuis que le *Cycle de Doha* de l'OMC a échoué, cette tendance s'est accentuée. Les Etats de l'AELE ont commencé depuis quelques années déjà à étendre leur politique de libre-échange à des partenaires non-européens. Aujourd'hui, elle possède dans le monde entier un réseau de nombreux accords de libre-échange taillés sur mesure. Un accord avec la Chine a été conclu récemment, un autre va l'être bientôt avec l'Inde.

### Les négociations de l'AELE ont lieu entre Etats souverains

Les partenaires de l'AELE commencent par mettre en commun leurs intérêts dans des discussions préparatoires. Chaque fois, un Etat membre assume le rôle de porte-

parole, mais les autres sont aussi actifs dans le processus. Celui-ci étant terminé, chaque Etat ratifie l'accord selon ses propres règles constitutionnelles. Dans le domaine agricole, les partenaires négocient séparément car l'AELE n'a toujours pas de politique agricole commune en raison de la diversité des agricultures. Cette approche a du succès: l'échec du Cycle de Doha a confirmé le bien-fondé de la procédure. L'OMC a essayé sans succès pendant dix ans d'enfermer dans un carcan la politique agricole de ses 151 pays membres.

### Avons-nous vraiment besoin d'institutions supranationales?

Pourquoi l'AELE fonctionne-t-elle si bien? On n'a pas besoin d'institutions supranationales et de bureaucraties puissantes qui contrôlent, appliquent et au besoin imposent,

car leurs membres communiquent entre eux d'égal à égal.

Les relations et les contacts interétatiques se déroulent beaucoup mieux dans l'intérêt de tous sans institutions supranationales aux bureaucraties envahissantes. La souveraineté et la responsabilité individuelle sont les meilleures conditions pour que les traités soient respectés. Chaque pays veut être pris au sérieux comme un partenaire émancipé. Un pays qui abandonne sa souveraineté perd son indépendance.

Il est vrai que l'AELE n'a pas un pouvoir d'imposition et ne peut pas agir énergiquement quand il s'agit d'obtenir des réglementations homogènes et de les imposer. En revanche, elle est beaucoup plus souple que le lourd colosse de l'UE. Ainsi elle a réussi ces dernières années – souvent avant l'UE – à conclure avec une quantité de pays du monde entier des accords de libre-échange taillés sur mesure. De tels accords sont presque impossibles dans l'immense structure de l'UE car les intérêts d'un grand nombre de pays doivent être forcément traités de la même manière.

De plus, dans une structure comme l'UE les structures internes des pays membres doivent être adaptées de manière à ce que leur politique puisse être pilotée et coordonnée par un pouvoir central. «Dépasser les petites structures» et «régionalisation transfrontalière» sont des expressions-clés de cette politique. Cette «adaptation des structures» devrait mener à la création de vastes zones contrôlables qui peuvent être mieux dirigées de manière centralisée que les petites structures fédérales peu transparentes. Or c'est justement dans ces dernières que la démocratie est la plus vivante, parce qu'elle est directement gérée et portée par la population. Dans les traités taillés sur mesure, on peut prendre beaucoup mieux en considération ces structures et, d'une manière générale, les singularités des différents pays, comme la politique de l'AELE l'a montré durant des années. Cette politique aide à conser-

ver quelque chose de précieux et profite à la démocratie.

L'abandon de souveraineté a encore d'autres conséquences: Les membres de l'UE ont cédé une grande partie de leur souveraineté au pouvoir central. Cela a peut-être contribué à harmoniser la politique au-delà des frontières mais l'aspect négatif est que les gouvernements nationaux ont également réduit le champ de leur responsabilité individuelle et sont perçus comme mis sous tutelle au sens où «comme ce sont en fin de compte les autres qui décident, je ne suis plus responsable». Dans la crise de l'euro et des dettes, cette attitude s'est avérée fatale à certains pays. Il est douteux que ce manque de responsabilité individuelle puisse être compensé par davantage de contrôles et de tutelle (comme le prévoient le Pacte budgétaire et le MES). Une telle politique empêche de coexister dans la liberté et la dignité et n'est pas du tout favorable à la démocratie. •

Courrier  des lecteurs

## J'aimerais bien vivre dans l'Europe de de Gaulle

En lisant l'article de Rita Müller-Hill, mon cœur de citoyen allemand s'est ouvert. J'aimerais bien vivre dans une «Europe des peuples et des Nations» indépendante telle que de Gaulle l'avait imaginée, une Europe construite sur l'acceptation des peuples, une Europe qui pourrait être une force conciliante entre les blocs et qui servirait la paix, une Europe dont les populations n'abandonneraient pas leurs droits de souveraineté et qui vivraient en amitié et en respect mutuel, une Europe qui ne se soumettrait pas à une hégémonie extra-européenne – oui, dans une telle Europe, je vivrais avec plaisir.

En tant que jeune homme, je ne savais pas comment interpréter les voies «originales» dans lesquelles la France sous de Gaulle s'était engagée à l'époque, face aux Etats-Unis et à l'OTAN. Aujourd'hui, j'observe avec inquiétude le développement

d'une structure «centraliste», d'une «Europe de surveillance restrictive» (*weltonline* du 22/2/12), qui me rappelle le système totalitaire de l'URSS. Et voilà que notre président fédéral fraîchement élu déclare en Pologne, lors de son premier voyage à l'étranger: «Pour répondre à la crise, il nous faut plus d'Europe et non pas moins.» (*www.europaline-magazine.eu*)

J'espère que le philosophe Hermann Lübbe aura raison. Son article paru dans la «Frankfurter Allgemeine» du 4 novembre 2011 est intitulé: «Les Etats-Unis d'Europe? L'euro n'est pas le couronnement du procédé d'union. Ce moteur est en panne. Des politiciens allemands veulent néanmoins forcer le projet d'union. Ils échoueront.»

Rudolf Hänsel, Lindau/Lac de Constance

### L'AELE, une alternative au pas cadencé supra-étatique

Outre la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Lichtenstein, il y aurait plusieurs candidats pour une Europe-AELE indépendante et active: les Britanniques, les Tchèques, les Polonais, les Danois, les Allemands du Sud lucides et économes et peut-être aussi un jour les Italiens et les Autrichiens. Quand les paiements initiaux de l'UE en faveur de la poursuite économique actuelle auront diminués, les pays de l'Europe de l'Est ne seront guère encore motivés à avancer au pas cadencé supra-étatique. L'AELE laisse ses pays membres décider de leur politique agricole, ce qui pourrait bien intéresser l'Angleterre, l'Irlande, le Danemark et pourquoi pas, à l'avenir, aussi la Pologne.

Source: [www.beatkappeler.info](http://www.beatkappeler.info)

## «Quand je n'ose plus regarder mes étudiants dans les yeux ...»

### Goldman Sachs perd son attrait

par Kevin Roose

Wall Street, longtemps pôle d'attraction des meilleurs et des plus intelligents des Etats-Unis, se trouve face à une pénurie de jeunes qui pourraient prendre la relève.

La perte de prestige qui commença à se réaliser dès que la catastrophe financière éclata, prit une nouvelle dimension suite à la faiblesse conjoncturelle durable et à d'interminables scandales faisant sensation et attirant l'attention sur les grandes banques.

La dernière éruption médiatique fut déclenchée, cette semaine même, par la lettre de démission de Greg Smith, ancien directeur exécutif de Goldman Sachs, publiée dans la chronique d'un invité du *New York Times*. Smith, qui demanda des explications à la banque au sujet de sa «culture d'entreprise toxique et destructrice», dit qu'il avait définitivement pris conscience au moment où il aurait dû susciter l'intérêt des étudiants pour une carrière chez Goldman.

«Lorsque je m'aperçus, écrivit-il, que je n'osais plus regarder les étudiants dans les yeux en leur vantant l'exclusivité d'un tel poste, je me rendis compte que le moment de ma démission était arrivé.»

L'avis courant consiste à dire – et les responsables des relations publiques chez Goldman Sachs le redoutent certainement – que ce sont précisément les clients nerveux et les employés baissant les bras qui suivent de très près de telles controverses. Goldman Sachs ferait mieux réfléchir à l'éventualité que son nom puisse effrayer les étudiants du Bachelor's Degree et ceux des universités écono-

miques, dont certains font d'ores et déjà la moue quand il s'agit d'emplois jadis prestigieux dans le monde des finances.

Cory Finley, un étudiant ayant terminé, il y a peu de temps, ses études à Yale, posa sa candidature à un poste chez Bridgewater Associates, un fonds spéculatif d'envergure, siégeant dans le Connecticut. Finley, âgé de 23 ans, déclara que la structure et le prestige liés à un poste généreusement doté dans le monde des finances avaient «sans doute quelque chose d'attrayant.» Mais quant à lui, il finit par décider de réaliser son rêve et de devenir auteur dramatique.

«Voilà qui m'emplit d'une profonde satisfaction», dit Finley, ayant rédigé une pièce de théâtre intitulée «Le secteur privé» et mettant en scène un employé d'un fonds spéculatif qui démissionne. «Je ne condamne personne qui veut s'engager dans l'économie financière, mais quant à moi, ce n'est pas ma tasse de thé.»

Les étudiants du Bachelor's Degree à la quête de réussite personnelle, jadis attirés par des banques prestigieuses comme les moustiques par la lumière, s'intéressent de plus en plus à d'autres domaines économiques. Les initiés disent que les témoignages honteux, échappés de la vie de tous les jours du monde des finances, pourront empêcher les jeunes prétendus banquiers de poser leur candidature auprès des entreprises les plus sélectes.

«Voilà en effet un problème majeur pour Goldman», déclara Adam Zoia, président directeur général du service de placement

Glocap Search dont de nombreux clients aspirent à des postes dans de grandes banques ou des fonds spéculatifs. «Leur renommée de banque d'investissement auprès de laquelle il faut obligatoirement poser sa candidature, est sérieusement menacée.»

Récemment, un ancien boursier chez Goldman décida de se retirer de l'entreprise puisque les boni ne récompensaient plus l'effort entrepris. Depuis lors, il est employé dans une petite entreprise de technologie et gagne moins.

«Peut-être que Smith est un catalyseur» dit l'employé qui veut garder son anonymat, puisque beaucoup de ses amis travaillent encore à la banque. «Dans le monde financier», ajouta-t-il, il y a toujours eu des malheureux, mais cette année-ci les gens se rendent compte que les choses ont changé, et ceci structurellement.»

Les revenus en baisse rendent la décision plus facile à de nombreux étudiants ne considérant plus Wall Street comme étant la voie dorée vers un salaire de sept chiffres. L'année passée, à cause du recul des bénéfices, beaucoup d'entreprises situées à Wall Street ont réduit les rémunérations des banquiers, jadis exorbitantes, à un niveau simplement généreux. Morgan Stanley limita les frais de gestion à un montant de 125 000 dollars; certains fonctionnaires de Goldman se sont vu réduire de moitié la répartition des bénéfices annuels.

A ce chœur de mauvaise humeur s'ajoute le fait que les étudiants sont mis au pilori dans

leur propre camp universitaire. A Yale et Harvard, l'automne passé, des groupes de manifestants se sont rassemblés devant les salles où les banques organisaient leurs séances de recrutement. Ils scandaient des slogans et agitaient des pancartes disant, par exemple, «Profite de ta chance, tiens-toi à l'écart du monde des finances!» A Princeton, un groupe appartenant au mouvement Occupy Wall Street a interrompu des assemblées organisées par J.P. Morgan Chase et Goldman Sachs incitant les autres étudiants à se révolter contre «une culture du campus universitaire qui blanchit les manœuvres louches de Wall Street en les présentant comme la voie royale vers une bonne carrière.»

Karen Ho, professeur extraordinaire d'Anthropologie à l'Université de Minnesota, ayant analysé la culture de Wall Street, dit que tout, «à partir du mouvement Occupy Wall Street, jusqu'aux discours critiques plus larges sur les managers excessivement rémunérés, tout cela a produit un effet «trickle down» [des répercussions vers le bas].»

L'attrait affaibli du monde des finances fut encore accéléré par l'accroissement explosif de l'industrie des technologies qui recrute l'élite des jeunes diplômés des universités de pointe, lesquels, jadis, se sont fait embaucher aveuglément pour occuper les bureaux grand espace à New York. Or, lors d'une enquête de l'entreprise de consultants Universum datant de 2011, 6700 jeunes employés qualifièrent

# Drogues, fusils et bombes nucléaires: l'Iran est-il une nouvelle «entreprise de trafic de drogue»?

par Tom Burghardt\*

Qu'est-ce qui est nécessaire pour mettre au point une guerre?

Tandis qu'Israël, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont des vues sur l'énorme richesse pétrolière de l'Iran, de nombreux thèmes ont été lancés par les médias pour plaider en faveur de la guerre.

Depuis les années 1980, la prolifération nucléaire, le terrorisme et maintenant, selon le ministère américain des Finances, les liens supposés de l'Iran avec les réseaux mondiaux du trafic de drogue ont tous été évoqués dans des appels au «changement de régime». Il est cependant utile d'examiner l'histoire récente des liens entre les Services secrets et le trafic de drogue et la manière dont ce «flirt» fait progresser les grands objectifs géopolitiques des Etats-Unis.

## Contras et Kosovo: les guerres de l'ombre de la CIA

Dans les années 1980, c'étaient les sandinistes et le «communisme castriste» qui arrangeaient bien le gouvernement de Reagan. Tandis qu'argent et armes parvenaient à «nos gars» les Contras, ceux-ci se montraient reconnaissants en massacrant des dizaines de milliers de Nicaraguayens pour l'Oncle Sam tout en fournissant des tonnes de cocaïne aux Américains amateurs de fêtes pendant cette décennie prospère.

En effet, lorsque les barons de la drogue Jorge Ochoa et Pablo Escobar scellèrent leur partenariat lucratif, ils le firent aux côtés des fascistes boliviens trafiquants de drogue et des généraux argentins néo-nazis qui entretenaient depuis longtemps des liens avec la CIA. Selon *Consortium News*: «Le putsch connu sous le nom de «Cocaine Coup» installa Luis Garcia Meza et d'autres officiers liés au milieu de la drogue qui firent rapidement de la Bolivie le premier narco-Etat d'Amérique du Sud. La fourniture sûre de cocaïne bolivienne fut importante pour le développement du cartel de Medellin au début des années 1980.»<sup>2</sup>

En réalité, c'est le baron bolivien de la drogue Roberto Suárez Gómez qui finança le coup d'Etat. Entretien des liens étroits avec le régime de Pinochet au Chili et avec les généraux des escadrons de la mort en Argentine, Suárez était un pilier des milieux internationaux d'extrême-droite qui distribuaient généreusement de l'argent aux membres sud-américains de la *Ligue anticommuniste mondiale (LACM)* à l'idéologie nazie.

## La CIA a créé des sociétés fictives liées au trafic de drogue

Lorsque la LACM fut créée en 1966 à Taïpei sous l'appellation de *Ligue anticommuniste des peuples d'Asie*, elle fonctionna tout d'abord comme une filiale à cent pour cent des gouvernements de Taïwan sous la nomenclature nationaliste du dictateur *Tchang Kaï-chek* et la République de Corée et ensuite sous l'autorité de fer de *Park Chung Hee*, allié des Américains.

Parmi les autres membres importants qui fondèrent la LACM, il y avait *Yoshio*

## «Quand je n'ose plus regarder ...»

suite de la page 5

Google, Apple et Facebook d'entreprises les plus convoitées en matière de postes de travail; JP Morgan Chase, la banque qui atteignit lors du sondage la première place, se situa seulement à la place 41.

Cette année, lors de la conférence interactive SXSW (South by South-West) à Austin (Texas), un panel fut organisé sur le thème «Ce qui dissuade les jeunes gens à propos de Wall Street: Wall Street versus les entreprises nouvellement fondées.» Le débat souleva, entre autres, la question de savoir si l'industrie financière était responsable de ce que les organisateurs appelaient «le manque de promotion d'une culture de l'innovation». Chris Wiggins, professeur extraordinaire de mathématiques appliquées à la Columbia University, siégeant au podium, dit qu'il observait que les étudiants reculaient de Wall Street et

Financée en grande partie par l'OTAN (ainsi aussi par les contribuables allemands) et le gouvernement américain, la flotte des Forces aériennes afghanes (AAF) comprendra environ 150 avions en 2016. Aujourd'hui déjà, les Etats-Unis leur fournissent le carburant nécessaire, exécutent tous les travaux d'entretiens et de réparations et s'occupent de l'entraînement des pilotes afghans. Mais actuellement, il y a de sérieux soupçons que ces forces aériennes, soutenues jusqu'à présent avec plus de deux milliards (!) de dollars, se sont transformées en une des plus grandes organisations de contrebande de drogues, d'armes et d'argent au monde!

Après les premiers soupçons concernant l'utilisation «non conforme au contrat» d'avions militaires, l'administration étatsunienne a institué des commissions d'enquête pour analyser les soupçons et le comportement

## AAF en mission de contrebande

de l'AAF. Mais ces enquêtes n'ont pas eu lieu, car les sept officiers américains qui auraient dû les superviser ont été assassinés brutalement dès leur arrivée à l'aéroport. Les talibans ont promptement assumé la responsabilité de cet acte et le coupable présumé a rapidement été retrouvé mort. La version officielle est qu'il se serait suicidé. Ce n'est pas uniquement entre Américains qu'on soupçonne qu'un témoin gênant ait été «éliminé».

Selon les estimations américaines, l'Afghanistan est responsable de 90% de l'opium commercialisé au niveau mondial. Face aux chefs rebelles locaux les forces militaires américaines ont trop souvent fermé les yeux lors de transports d'opium. C'est ainsi qu'elles s'achetaient leur «collaboration» dans la lutte contre les talibans. Mais entretemps de tels transports à l'aide de machines de l'AAF sont deve-

nus la règle. De plus en plus souvent, quelques hélicoptères «disparaissent» pour plusieurs heures. Les demandes critiques des Américains n'ont jamais eu de réponses et de plus en plus souvent des parties de l'aéroport de Kaboul ont été «bloquées».

Dès lors, on est convaincu à Washington qu'une grande partie des stocks d'opium et d'héroïne afghans est transportée hors du pays par ces vols nocturnes de l'AAF. Sur le chemin du retour, ces avions ou hélicoptères ramènent de l'argent et des armes, qu'on retrouve peu de temps plus tard chez les chefs de tribus et les talibans. Mais chaque année les forces aériennes afghanes continuent d'être soutenues par des centaines de millions de dollars!

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief*, n° 3972 du 27/3/12

(Traduction Horizons et débats)

*Kodama et Ryiochi Sasakawa*, des criminels de guerre japonais fascistes de premier plan qui furent des chefs des syndicats du crime *yakuza* de l'après-guerre. C'étaient tous les deux des milliardaires dont la fortune provenait du trafic de drogue, des jeux et de la prostitution. Incarcéré en 1945 pour crimes de guerre, Sasakawa échappa à la potence, comme Kodama et le futur Premier ministre *Nobusuke Kishi*, et fut libéré en 1948 grâce à ses relations avec l'OSS-CIA. [L'Office of Strategic Services (OSS), était un Service de renseignements du ministère américain de la Guerre de 1942 à 1945]. Un jour, il s'est vanté d'être «le plus riche fasciste du monde». Kodama et Sasakawa œuvraient aux côtés de personnes liées à la Chine comme *Paul Helliwell* qui créa des sociétés fictives de la CIA liées au trafic de drogue, la *Sea Supply Corporation* basée à Bangkok et la *Taiwanese Airline Civil Air Transport*.

Et ce n'était personne d'autre que Sasakawa, l'homme fort soutenue la tête du *Parti libéral démocratique du Japon*, qui fut le principal soutien financier de l'Eglise de l'Unification du révérend *Sun Myung Moon*, qui entretenait des liens avec les Services secrets, et la LACM, acteur principal du *Cocaine Coup* en Bolivie, faits que vous avez peu de chances d'apprendre en lisant le «Washington Times», qui est aux mains de la secte Moon.<sup>3</sup>

## Trafic de drogue pour le Kouo-min-tang

Comme l'a écrit l'analyste *Peter Dale Scott* dans le magazine «Variant», «dans les années d'après-guerre, lorsque le lobby chinois [de

Taïwan] financé par le trafic de drogue était puissant à Washington et que les Etats-Unis transportaient des armes et des troupes de nationalistes chinois dans l'Est de la Birmanie, la production d'opium fut, en quinze ans, multipliée par cinq environ dans cette région reculée, passant de moins de 80 à 300-400 tonnes par année. Elle doubla à nouveau dans les années 1960, âge d'or de l'alliance entre le Kouo-min-tang et la CIA en Asie du Sud-Est.»<sup>4</sup>

Dans son livre paru récemment, Scott écrit: «Les membres de la petite unité de l'OSS d'Helliwell à Kunming – Helliwell, *E. Howard Hunt*, *Ray Cline*, *Lucien Conein* et *Mitchell WerBell* – jettent une ombre épaisse à la fois sur les connivences entre Services de renseignements et trafiquants de drogue de l'après-guerre et sur l'histoire de la *Ligue anticommuniste mondiale*. En plus du soutien d'Helliwell aux trafiquants de drogue du Kouo-min-tang de Birmanie et de celui de Hunt au Mexique, on dit que la création de l'APACL [organisation précurseur de la LACM] doit beaucoup à Ray Cline. A la fin des années 1970, *John Singlaub*, autre vétéran du Kouo-min-tang, reprit la direction de la *Ligue anticommuniste mondiale*. *Lucien Conein* devint conseiller des fonctionnaires vietnamiens chargés de la surveillance des réseaux de drogue anticommunistes, *Ngo Dinh Nhu* tout d'abord puis le chef de la police *Nguyen Ngoc Loan*. *Mitchell WerBell*, qui continuait à mettre au point des armes légères à l'intention des Services secrets comme la *Dirección Federal de Seguridad* [mexicaine] était également lié aux protecteurs des escadrons de la mort de la LACM et il a fini par être inculpé de trafic de drogue.» (Peter Dale Scott, *American War Machine*, Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield, 2010, pp. 52-53)

## Une clique peu recommandable de criminels de guerre et de collaborateurs nazis

Peu après sa création, la LACM fut rejointe par des représentants du *Bloc des nations anti-bolchéviques (ABN)*, une clique peu

recommandable de criminels et de collaborateurs nazis dirigée par *Yaroslav Stetsko*. Lorsque les armées allemandes envahirent l'Union soviétique en 1941, Stetsko, alors chef de l'*Organisation des nationalistes ukrainiens*, des collaborateurs, proclama la création d'un Etat Quisling ukrainien allié au Troisième Reich. Dans l'Acte de proclamation d'indépendance de l'Ukraine, Stetsko déclarait que l'Ukraine «collaborerait étroitement avec la Grande Allemagne national-socialiste sous la conduite de son chef *Adolf Hitler* qui est en train de créer un nouvel ordre en Europe et dans le monde». Après la guerre, Stetsko et sa clique fuirent l'Europe grâce aux tristement célèbres réseaux d'exfiltration nazis du Vatican et prit fait et cause pour les Etats-Unis tout en travaillant avec des fascistes européens et latino-américains alliés aux réseaux mondiaux du trafic de drogue.

Tandis que le régime corrompu de *Garcia Meza* consolidait son pouvoir, ils massacrèrent les gens de gauche, les paysans et les chefs syndicalistes. Ils étaient assistés dans cette tâche par les spécialistes argentins de la «guerre sale» [période de terrorisme d'Etat en Argentine, de 1976 à 1983], d'agents de la CIA et de criminels de guerre nazis qui avaient échappé à la justice: *Klaus Barbie* et une bande disparate de terroristes d'extrême-droite. C'était une affaire internationale. L'architecte *Stefano Delle Chiaie*, qui, en 1980, venait de provoquer un bain de sang dans un attentat à la bombe en gare de Bologne qui fit 85 morts, fasciste pur jus qui entretenait des liens avec la CIA et le réseau *Gladio* de l'OTAN, mit en application son «talent» exceptionnel dans la création d'un trafic de drogue mondial et l'exportation du terrorisme en Amérique centrale. L'analyste de gauche *Stuart Christie* écrit à ce sujet: «Un des organisateurs de Delle Chiaie en Amérique latine, l'Allemand de l'Ouest *Joachim Fiebelkorn* (né en 1947), homme lige, ancien combattant du *Kampfbund Deutscher Soldaten* et souteneur de Francfort, qui avait travaillé avec Delle Chiaie en Bolivie, déclara plus tard à la police fédérale allemande que Delle Chiaie était le plus important intermédiaire international entre la mafia sicilienne et les producteurs de cocaïne d'Amérique latine. Basés dans une caserne de la police située à proximité de l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest dans la capitale La Paz, les hommes de Delle Chiaie, *Los Novios de la Muerte* (Les Fiancés de la mort) comme ils se nommaient eux-mêmes, étaient engagés comme agents

abordaient, de plus en plus, des domaines où il leur était possible de travailler et d'en tirer profit sans que leur moralité soit constamment ciblée sous la loupe.

«L'affirmation de la part du investment banking qu'il poursuivait un intérêt social en «huilant le capitalisme» est devenue obsole.» Et il continua en disant qu'il était «tout simplement très difficile pour les jeunes de croire qu'il servait, aujourd'hui, à n'importe quel but social.»

Dans les universités et hautes écoles d'économie de pointe, qui avaient considéré jadis Wall Street être la Terre promise, le point de gravité a changé. En 2008, la dernière année d'embauches avant la crise financière, 28% des jeunes diplômés, à Harvard, débouchaient sur un poste dans l'économie financière. L'année passée, ce chiffre a chuté à 17%.

Source: © *International Herald Tribune* du 16/3/12

(Traduction Horizons et débats)

\* Tom Burghardt est un chercheur militant établi dans la baie de San Francisco. Il publie des articles dans les magazines *Covert Action Quarterly* et *Global Research* et collabore à la rédaction du *Cyranos Journal Today*. On peut également lire ses articles dans les médias *Dissident Voice*, *Pacific Free Press*, *Uncommon Thought Journal* et sur le site *Wikileaks*. Il est l'éditeur de *Police State America: U.S. Military «Civil Disturbance» Planning*, distribué par *AK Press* et a participé à la rédaction de *The Global Economic Crisis: The Great Depression of the XXI Century* publié par *Global Research*.

«Drogues, fusils et bombes nucléaires ...» suite de la page 5

de sécurité et hommes de main au service de l'empire international de la drogue de Roberto Suárez, appelé «Roi de la cocaïne», qui contrôlait la production, le transport, la distribution et la commercialisation de cette drogue.» (Stuart Christie, *Stefano Delle Chiaie: Portrait of a Black Terrorist*, London, Anarchy Magazine/Refract Publications, 1984)<sup>5</sup>

#### Le cartel de Medellín soutient l'anéantissement du communisme en Amérique latine

Selon les journalistes d'investigation *Marta Gurvich* et *Robert Parry*, «un grand nombre des agents des Services de renseignements argentins qui participèrent au *Cocaine Coup* tirèrent parti de leur victoire en Bolivie en se déplaçant vers le nord, en Amérique centrale où ils entraînent la troupe de racailles des Contras du Nicaragua: En 1981, le président Reagan autorisa officiellement la CIA à collaborer avec les Services de renseignements argentins pour développer l'armée des Contras.»

Sous la conduite de son directeur *William Casey*, la CIA ne se contenta pas d'observer les choses de l'extérieur. Avec la bénédiction de Reagan, elle conclut que le Cartel de Medellín pouvait être utilisé pour aider à vaincre le communisme en Amérique latine comme elle l'avait fait auparavant avec la mafia de la drogue en Asie. Elle fit pareil avec le Cartel Cali, beaucoup plus important, dirigé par les frères *Rodriguez Orejuela*, individus pleins d'initiative. A l'époque, on estimait que les «amis» de la CIA appartenant au milieu récoltaient jusqu'à 60 millions de dollars par mois, des brouilles par rapport à la situation actuelle. Mais lorsque les sandinistes perdirent le pouvoir en 1990, les relations avec Pablo Escobar se dégradèrent.

En réalité, comme la *National Security Archive* l'a révélé dans des documents autrefois classifiés, lorsqu'on eut mis la main sur Escobar, des preuves importantes révélèrent «les liens entre le détachement américain colombien chargé de capturer le fugitif et l'un des chefs paramilitaires les plus tristement célèbres de Colombie.» Selon l'*Archive*, «l'affaire déclencha une enquête spéciale de la CIA visant à savoir si les Services de renseignements partageaient des informations avec des terroristes et des narcotrafiants colombiens tout aussi dangereux qu'Escobar lui-même.» Et c'était le cas. Or le phénomène persiste aujourd'hui, comme on peut le voir dans la «guerre» menée par les Etats-Unis contre les puissants cartels mexicains.<sup>6</sup>

Nous le savons maintenant, cette grande «victoire» de la guerre contre le trafic de drogue a pratiquement favorisé une faction colombienne corrompue au détriment d'une autre sans effets perceptibles sur le terrain. A vrai dire, selon *Narco News*,<sup>7</sup> un document secret rédigé par *Thomas M. Kent*, procureur au ministère de la Justice, «affirme que des agents fédéraux du Bureau de la *Drug Enforcement Administration (DEA)* à Bogota, Colombie, sont des acteurs corrompus de la guerre contre le trafic de drogue.»<sup>8</sup>

#### Des agents américains de la lutte contre la drogue stipendiés par les trafiquants

Le journaliste *Bill Conroy* a révélé que «le mémorandum de Kent contient quelques-unes des plus graves allégations jamais formulées contre les agents américains de la lutte contre le trafic de drogue: des agents de la DEA chargés de la lutte contre la drogue en Colombie figurent sur les listes de personnes rémunérées par les trafiquants, sont complices d'assassinats d'informateurs qui en savent trop et, chose stupéfiante, aident directement les sinistres escadrons de la mort paramilitaires de droite à blanchir l'argent de la drogue. [...] Le mémorandum affirme en outre que plutôt que d'être simplement quelques brebis galeuses qu'il faut signaler à leurs supérieurs, ces agents corrompus sont constamment protégés par des bureaux de surveillance au sein du ministère de la Justice.»

Il ne s'agit guère d'une anomalie. Cela traduit la nature corrompue des stratégies officielles des Etats-Unis au cours des dernières décennies. Comme on l'a appris à la fin des années 1990 – en grande partie à la

suite du scandale provoqué par la série *Dark Alliance* de *Gary Webb* – un memorandum of understanding (lettre d'intention) secret entre le ministère de la Justice de Reagan et la CIA a été divulgué. Ce document de 1982 dispensait légalement la CIA de signaler les cas de contrebande de drogue et les autres crimes commis par ses agents. Un point à garder en mémoire quand nous examinerons ci-dessous les allégations américaines sur la corruption de hauts fonctionnaires iraniens.<sup>9</sup>

#### Des méthodes semblables à celles de la guerre froide

S'agissait-il ici d'anomalies de la guerre froide? Certainement pas.

Lorsque le «Grand triangulateur»\* *Bill Clinton* arriva au pouvoir en 1993, ce fut *Slobodan Milošević* qui reprit le rôle du siècle en Europe en tant que «nouvel Hitler». La guerre froide ayant pris fin, la «menace» soviétique étant devenue une image floue dans le rétroviseur et les «réformes» économiques néolibérales faisant fureur, les Etats-Unis commencèrent leur extension de l'OTAN à l'Est, dans l'ancien bloc soviétique. La Yougoslavie, considérée comme un anachronisme, devait disparaître, et elle disparut effectivement.

Peu importait qu'avant d'occuper le Bureau ovale, lorsqu'il était gouverneur de l'Arkansas, Clinton ait enterré l'enquête sur les opérations illicites de *Barry Seal*, légendaire «drug pilot» de la CIA et mouchard de la DEA. Comme l'a relaté le journaliste d'investigation *Daniel Hopsicker* dans le *Washington Weekly* en 1997, de nombreuses sources attestent que Seal<sup>10</sup> et ses acolytes avaient transporté par avion de grandes quantités de drogue jusqu'à l'aéroport de Mena à l'intention du Cartel de Medellín au cours d'opérations «protégées» destinées à financer les Contras du Nicaragua.<sup>11</sup>

Reprenant un mode opératoire utilisé par les Services de renseignements depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tout d'abord en Asie, puis dans le monde entier, des extrémistes politiques et religieux et des organisations de trafiquants de drogue liés aux Services secrets occidentaux commencèrent à accomplir des «miracles» dans les Balkans.

#### Au vu et au su de la CIA, l'UÇK pratiquait un trafic d'héroïne et de prostitution très lucratif dans toute l'Europe

De l'autre côté de l'Atlantique, alors que les médias étaient obsédés par les taches sur la robe bleue de *Monica Lewinsky*, le démembrement de la Yougoslavie battait son plein. Les proches alliés de l'Amérique et de l'Allemagne, le gouvernement bosniaque sécessionniste d'*Alija Izetbegović*, chouchou des «interventionnistes humanitaires» occidentaux, escroc islamiste qui, pendant la guerre, avait manifesté sa sympathie à l'égard de la 13<sup>e</sup> division de montagne de la *Waffen-SS Handschar* [opérant en Croatie], ce qui lui valut un séjour dans une prison yougoslave, procura des passeports et des armes à des milliers d'anciens combattants afghano-arabes afin d'aider à «libérer» la Bosnie. Comme en ce qui concerne les actuelles opérations de «changement de régime» en Libye et en Syrie, des djihadistes salafistes alignés sur une armée de l'ombre de la CIA transformée en Al-Qaïda, affluèrent dans la région.

Les laquais de *Ben Laden* ravagèrent la Bosnie, massacrant joyeusement juifs, Roms et Serbes tout en créant des «institutions caritatives» wahhabistes financées par l'Arabie saoudite. Quelques années plus tard, ils pénétrèrent au Kosovo où ils rejoignirent leur nouvelle «amie de toujours», l'*Armée de libération du Kosovo (ALK)*. Commandée d'une main de fer par les gangsters *Hashim Thaçi*, *Agim Çeku* et *Ramush Haradinaj*, l'ALK, s'allia à des mafieux italiens et à des caïds turcs et pratiqua dans toute l'Europe un trafic d'héroïne et de prostitution très lucratif.

En 1999, la «*Montreal Gazette*» a révélé que des «rebelle albanais du Kosovo entretenaient dès 1994 des liens avec des trafiquants de drogue européens tandis que les autorités

américaines mettaient en garde contre le fait que des Kosovars se livraient à une intense contrebande d'armes et de drogue. Les polices de divers Etats occidentaux constataient une augmentation de la proportion d'héroïne parvenue dans leurs pays par les Balkans et l'augmentation parallèle de la criminalité et des morts par overdose.»<sup>12</sup>

*Michael Levine*, agent pendant 25 ans de la DEA et «lanceur d'alerte» qui co-anime aujourd'hui l'*Expert Witness Radio Show*,<sup>13</sup> a déclaré à la «*Montreal Gazette*» qu'il était évident que les Services secrets américains avaient connaissance des liens de l'ALK avec le trafic de drogue:

#### «Aussi longtemps que la CIA protégera l'ALK, d'importants trafics de drogue seront à l'abri de toute enquête policière»

«La CIA a protégé l'ALK tant qu'elle a pu. Aussi longtemps que la CIA protégera l'ALK, d'importants trafics de drogue seront à l'abri de toute enquête policière.»

Dans un article du *Covert Action Quarterly*, l'analyste *Michel Chossudovsky* écrit que «tandis que les chefs de l'ALK serraient la main de la Secrétaire d'Etat *Madeleine Albright* à Rambouillet, Europol (office de police criminelle européen basé à La Haye) était en train de préparer un rapport à l'intention des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice sur les relations entre l'ALK et les gangs albanais de la drogue.»<sup>14</sup> [...]

Pour se développer, les syndicats du crime impliqués dans le trafic de drogue des Balkans avaient besoin d'amis haut placés. On suppose que des gangs de contrebandiers entretenant des liens supposés avec l'Etat turc contrôlent le trafic d'héroïne à travers les Balkans en collaborant étroitement avec d'autres groupes avec lesquels ils entretiennent des liens politiques ou religieux, dont des groupes criminels d'Albanie et du Kosovo. Dans ce nouveau contexte financier global, de puissants lobbys politiques secrets liés à la criminalité organisée entretiennent des relations avec des personnalités politiques éminentes et des membres de l'establishment militaire et du renseignement.»

#### ALK possédait son narco-Etat et le Département d'Etat avait son Camp Bondsteel

A la suite des bombardements de l'OTAN, qui durèrent 78 jours – modèle des actuelles «interventions humanitaires» du Département d'Etat – l'ex-Yougoslavie socialiste était en ruines, l'ALK possédait son narco-Etat et le Département d'Etat avait son Camp Bondsteel. En 2000, les hommes de *Thaçi* écartèrent les mafieux turcs et italiens et prirent le contrôle du lucratif trafic d'héroïne<sup>15</sup> à travers les Balkans et recueillirent des organes humains pour les vendre sur le marché noir international.<sup>16</sup>

C'était une victoire sur toute la ligne.

Nous devrions nous souvenir de ce qu'écrivait *Chodussosky* car des «lobbys politiques clandestins» comme l'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Iran (*Moudjahidin-e Khalq, MEK*), et leurs différentes couvertures, comme le *Conseil national de la Résistance d'Iran (CNRI)*, «entretiennent des liens avec des personnalités politiques éminentes et des membres de l'establishment militaire et du renseignement», arrosant les politiques et les élites militaires des Etats-Unis de millions de dollars sous forme d'honoraires de conférencier provenant de sources inconnues, comme l'a montré le *Christian Science Monitor*.

#### La nouvelle «heroin connection»?

Si la perspective d'un Iran possédant l'arme nucléaire ne suffit pas pour affoler des Américains vigoureux et très croyants, considérez ce titre spirituel de *Radio Free Europe/Radio Liberty*: «Selon les Etats-Unis, un général iranien est impliqué dans le trafic de drogue afghan.»<sup>17</sup>

C'est vrai. L'ancien porte-parole de la CIA *Radio Free Europe/Radio Liberty*, qui a flairé le coup et brûlé de faire la guerre, nous a informés la semaine dernière [avant le 18 mars] que le gouvernement *Obama* avait «déclaré qu'un général de l'unité d'élite iranienne *al-Quds* était un personnage clé du trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan.»

Selon le ministère américain des Finances, «le général *Gholamreza Baghbani*, qui dirige le Bureau du corps al-Quds des Gardiens de la Révolution à Zahedan, a été qualifié de «cheville ouvrière du trafic de drogue.»

On nous apprend qu'il a été accusé «d'aider les trafiquants de drogue à transporter des opiacés en Iran et d'aider à envoyer des armes aux talibans.»

Entrées d'armes, sorties de drogue. Bien que cela nous rappelle quelque chose, parlons-nous ici de l'Iran ou de l'Afghanistan, avant-poste asiatique de l'OTAN?

#### En Afghanistan, depuis l'invasion de 2001 commandée par les Américains, la production d'opium et d'héroïne est montée en flèche

Dans une chronologie de 1998 insérée dans le *Journal officiel du Congrès* à l'occasion de l'augmentation du budget de 1999 des Services de renseignements, on peut lire le passage suivant:

«Le coup d'Etat en Afghanistan soutenu par l'Union soviétique prépare le terrain pour une augmentation explosive du trafic d'héroïne en Asie du Sud-Est. Le nouveau régime marxiste entreprend une énergique campagne anti-drogue visant à mettre fin à la production de pavot, ce qui a déclenché une révolte des groupes tribaux semi-autonomes qui cultivent l'opium pour l'exportation. Les Moudjahidin rebelles soutenus par la CIA commencent à augmenter leur production pour financer leur insurrection. Entre 1982 et 1989, époque pendant laquelle la CIA a fourni aux forces de la guérilla des armes et d'autres aides pour des milliards de dollars, la production annuelle d'opium en Afghanistan passe de 250 tonnes à quelque 800 tonnes. En 1986, le Département d'Etat reconnaît que l'Afghanistan est probablement le plus important producteur d'opium du monde pour l'exportation et la source de pavot de la majorité de l'héroïne d'Asie du Sud-Est découverte aux Etats-Unis. Cependant les fonctionnaires américains ne font rien pour réduire la production. Leur silence sert non seulement à maintenir l'aide publique aux Moudjahidin mais à faciliter les relations avec le Pakistan dont les leaders, sérieusement compromis dans le trafic de drogue, aident à canaliser le soutien de la CIA aux insurgés afghans.»<sup>18</sup>

Depuis l'invasion de 2001 commandée par les Américains, le phénomène se répète. La production d'opium et d'héroïne est montée en flèche en Afghanistan, avant tout parce que les forces de l'OTAN se sont alignées et soutiennent le responsable de l'extension considérable de la culture du pavot, c'est-à-dire le narco-Etat d'*Hamid Karzai* infesté par les seigneurs de la guerre. Mais plutôt que de pointer du doigt l'origine de ce qui équivaut à un trafic de drogue protégé, la CIA, l'OTAN, *Radio Free Europe/Radio Liberty* et leurs complices médiatiques s'attaquent à la République islamique. Raison de plus pour déclencher une guerre préventive!

#### Les Etats-Unis et les troupes de l'OTAN sont-ils directement impliqués dans le trafic de drogue?

Mais les autorités iraniennes déplorent le fait que la production d'opium et d'héroïne en Afghanistan a eu de graves répercussions en Iran et, comme la Russie, elles accusent les Etats-Unis de fermer les yeux quand il s'agit de combattre la production d'opium. *Sergei Blagov* a écrit, sur le site de l'*EPFZ ISN Security Watch*, que «les autorités russes considèrent la situation comme une narco-agression contre la Russie et une nouvelle «guerre de l'opium». La presse russe a même été moins diplomate, accusant les Etats-Unis et les forces de l'OTAN d'être directement impliquées dans le trafic de drogue. Des médias russes prétendent que la plus grande partie des drogues produites dans les provinces du sud et de l'ouest de l'Afghanistan est transportée à bord d'avions américains.»<sup>19</sup>

Commentant la «destruction créatrice» provoquée par l'OTAN, l'ex-ambassadeur de Grande-Bretagne en Ouzbékistan *Craig Murray* a écrit dans le *Daily Mail* que «le succès économique de l'Afghanistan va bien au-delà de la simple production d'opium brut. En réalité, l'Afghanistan n'exporte plus du tout

\* La triangulation est une invention de *Dick Morris*, conseiller de *Bill Clinton*. Elle désigne l'art de découvrir le point exact situé entre les positions extrêmes de son propre parti et celles des extrémistes de l'autre camp afin de convaincre tout le monde.

# Au lieu de mener une politique de paix, des politiciens allemands aident à préparer la guerre: cela sent la guerre

par Eberhard Hamer

Les Américains ont mis en place autour de l'Iran la plus grande concentration de troupes depuis la Seconde Guerre mondiale. Israël a déjà mis en position les sous-marins nucléaires livrés par l'Allemagne et testé et préparé l'attaque nucléaire préventive à l'aide de manœuvres.

Pour éviter une guerre sur deux fronts, l'Égypte a été déstabilisée par le Mossad et la CIA, puis *Kadhafi* a été éliminé. Face à ce «bon travail de la CIA», le président américain a déploré le mauvais travail du Mossad en Syrie où l'on n'avance pas. Dans la presse occidentale, on prétexte qu'il s'agit d'un soulèvement populaire. En réalité, le Mossad et la CIA ont mené la prétendue révolte populaire avec des mercenaires étrangers venus d'Algérie, de Libye, de Turquie et des Talibans(!), en s'occupant du financement, de l'armement et la stratégie. Selon *Panetta*, le ministre de Guerre américain, ce n'est qu'à la suite de ce prétendu «travail de libération» en Syrie qu'Israël pourra attaquer l'Iran, probablement entre avril et juin. Plus vite le président *Assad* est éliminé et le pays déstabilisé, plus vite la guerre contre l'Iran aura lieu.

Les politiciens des pays satellites européens soutiennent en tant que troupes auxiliaires les agitateurs israélo-américains en Iran, auxquels *Westerwelle* vient de concéder son plein soutien et des «livraisons humanitaires» (probablement du matériel d'aide au combat). De même, l'embargo contre la Syrie ne sert qu'à déstabiliser le pays et à le préparer pour l'occupation étrangère.

En parallèle à cette stratégie, l'on mène une campagne de presse internationale contre le président *Assad* (au lieu de la mener contre les insurgés israélo-américains), en lui reprochant d'«assassiner sa propre population». A l'instar de *Saddam Hussein* on le fait passer pour un terroriste international qui met en danger le reste du monde. Parallèlement, on insulte les Chinois et les Russes parce qu'ils ont empêché par leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU que des unités de combat israé-

liennes, américaines et de l'OTAN puissent officiellement intervenir en Syrie et précipiter le succès souhaité, au lieu de devoir céder cette tâche à des unités de combat étrangères non officielles.

Si l'on peut, selon les explications officielles, conclure que seule la déstabilisation réussie de la Syrie assure le flanc nord d'Israël et que cela permettra ensuite l'attaque de l'Iran, tous les hommes politiques pour la paix devraient en fait être intéressés à éviter l'effondrement du gouvernement syrien le plus longtemps possible, ou à ne pas le souhaiter du tout, afin que la condition préalable pour une attaque d'Israël contre l'Iran ne soit pas remplie. Le silence sournois des hommes politiques allemands – en particulier les «amis de la paix» roses et verts qui protestaient autrefois bruyamment contre tout combat international – laisse supposer une complicité intentionnelle à la guerre subversive et ouverte à venir au Proche-Orient. Pourquoi personne ne déconseille à nos amis américains et israéliens de jouer avec le feu et d'attiser l'incendie qui nous entraînerait nous aussi, en tant qu'amis d'Israël et satellites des Etats-Unis (à travers l'OTAN) inévitablement dans la troisième guerre mondiale?

Et pourquoi laissons-nous quotidiennement annoncer la presse mondiale américano-israélienne chez nous que l'Iran est en train de fabriquer une bombe atomique, bien que personne n'ait jusqu'à présent pu prouver cela et que même l'ONU a constaté qu'il fallait à l'Iran encore «au moins dix ans» (il y a deux ans) pour y arriver? Le vieux modèle utilisé contre l'Irak réapparaît:

D'abord, on répand au sujet d'un pays des propos mensongers, semblant mettre l'humanité toute entière en danger, dans le but de faire passer ce pays comme danger pour tous,

- puis ces mensonges sont renforcés par les confirmations constantes de milieux politiques intéressés jusqu'à ce qu'ils deviennent une certitude,

- puis les organisations économiques et mondiales, contrôlées par les Etats-Unis, sont utilisées pour lancer un boycott contre le pays qu'on veut attaquer,

- puis, des organisations onusiennes internationales sont envoyées aux points névralgiques du pays pour prétendument vérifier la production d'«armes de destruction massive» ou de «bombes atomiques» mais, en réalité, c'est pour définir les objectifs d'attaque prévus.

Parallèlement, le pays prévu pour être attaqué est contrôlé et cartographié par des drones américains, et les cibles stratégiques y sont repérées. Dans le pays même, Israël fait assassiner les spécialistes du nucléaire, fait exploser des centrales informatiques par des attaques à ondes courtes et bombarde des installations.

En même temps, le président des Etats-Unis annonce qu'il répondrait à toute défense à ces attaques déjà en cours «dans l'intérêt de la paix mondiale» avec l'entière capacité de frappe militaire de son pays.

C'est le même modèle de préparation de guerre qu'en Irak. Les mêmes mensonges, les mêmes procédés – espérons que la suite ne sera pas la même.

Si nous ne nous engageons pas en tant qu'êtres humains qui exigent la paix, si nous n'avertissons prévenons pas les instigateurs bellicistes, cela pourrait aboutir à une guerre au Proche-Orient cette année encore.

Le belliciste principal, c'est le président israélien *Netanyahu*, et non pas le président syrien *Assad*. Pourquoi *Merkel* ne le met-elle pas en garde contre la guerre, mais le renforce-t-elle encore en lui assurant que c'est le but de la politique allemande de soutenir inconditionnellement Israël – donc aussi en cas de guerre?

Et si le gouvernement allemand mettait en garde *Netanyahu*, disant qu'il n'apporterait plus aucune aide en cas de guerre, qu'il ne défendrait plus l'«Europe au Hindou Kouch», qu'il ne se laisserait plus entraîner dans des

aventures guerrières par l'OTAN? Pourquoi les amis de la paix des années 70 et 80 restent-ils soudain muets, bien qu'ils sachent qu'un danger de guerre beaucoup plus grand qu'alors est imminent?

Si *Netanyahu* lance l'attaque nucléaire préventive contre l'Iran, qui est l'allié de la Russie, de la Chine et du Pakistan, et si les Américains se laissent entraîner dans cette guerre conformément aux contrats conclus avec Israël, cela déclencherà la troisième guerre mondiale. A travers l'OTAN, qui était autrefois une organisation défensive et qui sert aujourd'hui les intérêts d'attaque américains dans le monde entier, nous serions automatiquement entraînés financièrement et militairement dans cette guerre mondiale si nous ne nous défendons pas. N'oublions pas qu'une telle guerre mondiale doublerait ou triplerait rapidement le prix du pétrole et renchérirait les matières premières, ce qui risquerait de détruire la prospérité dans le monde entier.

Tous ceux qui reprochent à la génération de leurs parents de ne pas avoir empêché l'agressivité d'Hitler à temps devront à l'avenir se taire, s'ils se taisent dans la situation actuelle au lieu de donner l'alarme. Où sont les marches des amis de la paix contre une guerre qui peut nous précipiter tous dans la misère?

L'auteur a toujours à nouveau mis en garde, et cela à temps. Il sait que c'est politiquement incorrect, voire dangereux. Il en allait de même sous Hitler. Son père fut arrêté parce qu'il avait, en tant que pasteur, publiquement mis en garde contre les guerres d'Hitler. Cependant, celui qui n'avertit pas et qui ne résiste pas, se rend tout aussi coupable que la clique politique au pouvoir qui croit que, par amitié pour Israël, l'on n'a pas le droit de contredire l'ami en le mettant en garde. L'amitié n'est cependant pas un opportunisme servile, mais consiste aussi à s'opposer aux fautes et au danger.

(Traduction *Horizons et débats*)

## «Drogues, fusils et bombes nucléaires ...»

suite de la page 6

d'opium brut. Il a réussi à accomplir ce que l'aide internationale presse de faire tous les pays en développement: L'Afghanistan est passé aux opérations industrielles «à valeur ajoutée».<sup>20</sup>

Selon *Murray*, c'est un fait établi par de nombreux organismes chargés de faire respecter la loi: «L'Afghanistan n'exporte plus de l'opium, mais de l'héroïne. L'opium est transformé en héroïne à l'échelle industrielle, non plus dans des cuisines, mais dans des usines. Les millions de litres de produits chimiques nécessaires sont acheminés dans le pays par camions-citernes. Ces véhicules ainsi que des quantités de camions chargés d'opium partagent les routes – améliorées grâce à l'aide américaine – avec les troupes de l'OTAN. [...] Comment cela a-t-il été possible, et à cette échelle? La réponse est simple. Les quatre acteurs les plus importants du commerce d'héroïne sont tous des membres haut placés du gouvernement afghan et nos soldats combattent et meurent pour les protéger.»

Mais ne laissons pas des choses aussi gênantes que des faits nous empêcher de stopper les «nouveaux Hitler» de Qom!

## L'Iran saisit entre 20 et 40% des drogues

Selon *Reuters*, l'Iran, qui «est une importante route de transit de l'héroïne et de l'opium asiatiques en direction des marchés occidentaux, [...] a été loué par les responsables de la lutte anti-drogue des Nations Unies à Téhéran pour ses efforts dans l'arrestation des trafiquants et les saisies de drogue.»

*Roberto Arbitrio*, représentant de l'*Office des Nations Unies contre la drogue et le crime* (UNODC) a déclaré: «La lutte contre la drogue est vraiment un des aspects positifs (concernant l'Iran)». Il a déclaré aux agences de presse lors d'une interview portant sur

l'opium, la morphine et l'héroïne, que c'était «le premier pays au monde en matière de saisies d'opiacés: elles ont atteint 300 tonnes l'année dernière.»

Selon les révélations de *Reuters*, les faits évidents en disent long: «Les résultats de la campagne anti-drogue de l'Iran sont les suivants: le pays a saisi 20 à 40% du volume du trafic alors que les Etats-Unis et l'Europe n'en ont saisi que 5 à 10%», statistique parlante dont les médias occidentaux bellicistes ont peu de chances de faire état.<sup>21</sup>

En novembre dernier, l'UNODC a fait savoir que l'Iran a conclu avec l'Afghanistan et le Pakistan un accord «destiné à renforcer la lutte contre le trafic de drogue dans les trois pays les plus touchés par l'opium afghan. Cette initiative encourage l'échange d'informations et les opérations conduites par les Services secrets et visant les principaux réseaux transnationaux.»<sup>22</sup>

Le directeur général de l'UNODC *Yuri Fedotov* a déclaré que «les trois pays avaient lancé une «initiative triangulaire» qui a déjà renforcé leurs capacités de lutte transfrontalière contre la drogue. «Fait révélateur, une cellule de planification commune a été créée à Téhéran [c'est nous qui soulignons] pour améliorer les capacités analytiques et opérationnelles et lancer des opérations communes.»

Selon *Fedotov*, cette cellule «a enregistré des succès. Depuis 2009, 12 opérations de lutte contre la drogue coordonnées par la cellule de planification commune ont abouti à la saisie de plusieurs tonnes de drogue illicite et à l'arrestation de nombreux trafiquants.»

Ce n'est certainement pas le message que les bellicistes de Washington tiennent à entendre. Mais que pouvons-nous apprendre en Amérique, là où l'Administration Obama a l'oreille des médias et peut exercer son influence sur la «guerre» à courte vue que les Etats-Unis mènent contre la drogue?

## Accords actuels d'agences gouvernementales américaines avec les cartels de la drogue

Les médias ont réagi avec indifférence lorsque deux avions transportant près de 10 tonnes de cocaïne ont été saisis au Mexique – il s'agissait d'avions commerciaux maquillés pour ressembler à ceux utilisés par le *Department of Homeland Security* (cf. documents révélateurs de *Daniel Hopsicker* sur le sujet<sup>23</sup>) ou lorsque la quatrième plus grande banque américaine, *Wachovia*, a reconnu avoir blanchi 378,4 milliards d'argent de la drogue pour des cartels mexicains<sup>24</sup> et s'en est tirée avec une amende, lorsque – comme l'a relaté *Bill Conroy* dans *Narco News*,<sup>25</sup> le *Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms* (ATF) a laissé passer la frontière à des armes destinées au gang de narcotrafiquants favori de la CIA, le *Cartel de Sinaloa*.

*Narco News* a révélé en décembre que dans le procès imminent, à Chicago, d'un des chefs principaux du Cartel de Sinaloa *Jesus Vincente Zambada Niebla*, les procureurs fédéraux cherchaient à dissimuler des preuves de la défense selon lesquelles des agences gouvernementales américaines, notamment la CIA et la DEA, «ont conclu un accord avec les chefs du Cartel mexicain de Sinaloa qui leur accorde l'immunité en échange de renseignements concernant d'autres organisations de trafiquants de drogue.»<sup>26</sup>

*Conroy* a révélé que «des procureurs américains ont confirmé dans des documents de justice qu'un autre chef du Cartel de Sinaloa, l'avocat mexicain *Loya Castro*, a collaboré pendant 10 ans (et cette année encore, 2011) comme informateur de la DEA tout en travaillant pour le Cartel de Sinaloa.»

*Narco News* a révélé que, selon «les déclarations de *Zambada Niebla* devant les juges, *Loya Castro* a servi d'intermédiaire de Sinaloa lors de son accord avec le gouvernement américain.» En effet, pour protéger ses sales arrangements avec le plus important

gang de trafiquants de drogue du Mexique – entreprise multimilliardaire dont les tentacules s'étendent dans les deux Amériques – «le gouvernement des Etats-Unis, selon des pièces de procédure judiciaires enregistrées en septembre, ont déposé dans cette affaire une motion visant à invoquer le *Classified Information Procedures Act* (CIPA, *Loi sur les Procédures relatives aux renseignements confidentiels*) qui garantit que des informations concernant la sécurité nationale ne soient pas rendues publiques au cours des procès.»<sup>27</sup>

## La CIA et les transports de drogue par avion

Qu'est-ce qui pourrait bien, ici, menacer la «sécurité des Etats-Unis»? Je vous le demande.

Comme *Daniel Hopsicker* l'a révélé l'été dernier, quand *Kenneth Melson*, directeur suppléant «en difficulté» du *Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms*, témoigna devant le Congrès, il «refusa de tomber à cause du programme *Fast and Furious* [opération de vente illégale d'armes au profit des cartels mexicains] avec lequel il n'avait rien ou quasi rien à voir.»<sup>28</sup>

Pointant du doigt le ministre de la Justice américain *Eric Holder*, *Melson* a déclaré aux escrocs du Congrès que «les preuves que nous avons recueillies augmentent la probabilité que le ministère de la Justice ait non seulement permis à des criminels de faire sortir des armes clandestinement mais que l'argent d'autres agences gouvernementales – argent des contribuables – ait financé les personnes engagées dans ce genre d'activités.»

Comme *Hopsicker* l'a fait remarquer, ces «mystérieuses «autres agences gouvernementales» désignent la CIA.»

«Drogues, fusils et bombes nucléaires ...» suite de la page 7

Hopsicker pose la question suivante: «Si la CIA arme les cartels de la drogue mexicains, n'est-elle pas également derrière les curieuses démarches visant à fournir à ces barons de la drogue d'excellents avions immatriculés aux Etats-Unis? [...] Les deux fameux avions immatriculés aux Etats-Unis qui ont été arraisonnés au Yucatan (Mexique) et qui transportaient presque 10 tonnes de cocaïne ne faisaient-ils pas partie de la même opération – jusqu'ici sans nom – derrière l'Opération Gunwalker de l'ATF?»

Hopsicker a révélé qu'au moins un de ces avions transportant de la drogue, un *Gulfstream business jet (N987SA)*,<sup>29</sup> faisait partie, selon le *Bloomberg Markets Magazine* et *The Observer*<sup>30</sup> d'une flotte de cinquante avions achetés avec de l'argent blanchi par la banque Wachovia et que donc un au moins était utilisé pour transporter des individus suspectés d'être des «terroristes» lors des «vols clandestins» de la CIA.

#### Qui peut encore croire à ces accusations contre l'Iran?

Mais tout cela appartient au passé. Nous devrions «regarder devant nous et non pas derrière nous». Pourquoi nous préoccupons d'«histoire ancienne» quand il s'agit de mener une nouvelle guerre?

Selon un communiqué du ministère des Finances, «le Département du Trésor américain informe qu'il considère le général *Gholamreza Baghbani*, commandant de la Force al-Qods, unité d'élite des Gardiens de la Révolution islamique en Iran (IRGC-QF), comme un trafiquant de drogue conformément à la *Foreign Narcotics Kingpin Designation Act (Loi de désignation des barons de la drogue)*. Il s'agit du premier recours à cette loi contre un responsable iranien.»<sup>31</sup>

*David S. Cohen*, Sous-secrétaire au Trésor chargé des questions liées au financement du terrorisme, a déclaré: «La décision d'aujourd'hui révèle l'implication de l'IRGC-QF dans le trafic de drogue. Cette implication est doublement répréhensible car elle fait partie d'un complot plus vaste de soutien du terrorisme. Le Département du Trésor continuera de dénoncer les trafiquants de drogue et ceux qui soutiennent les terroristes où qu'ils agissent.»

Si ces allégations sont crédibles et étant donné le rôle joué par Cohen en tant que fer de lance d'Obama en matière d'application des sanctions contre l'Iran, les accusations sont scandaleuses. On nous dit que «le général Baghbani a permis aux trafiquants de drogue afghans de faire entrer des opiacés en Iran en échange d'une aide. Ainsi, des trafiquants afghans ont livré des armes aux talibans pour le compte de Baghbani. Le général a contribué à faciliter la contrebande, à travers la frontière iranienne, de précurseurs chimiques de l'héroïne. Il a également contribué à faciliter le transport d'opium vers l'Iran.»

#### Des combattants médiatiques

Sautant immédiatement dans l'arène, le *Long War Journal* de droite a accusé al-Qaïda «de faciliter le déplacement de ses combattants de Mashad [Iran] vers l'Afghanistan. De plus, Al-Qaïda utilise les villes [de l'Ouest de l'Iran] de Tayyebat et de Zahedan pour faire passer ses combattants en Afghanistan.»<sup>32</sup>

On a appris que «plusieurs commandants talibans [non nommés] basés dans l'Ouest de l'Afghanistan ont affirmé avoir bénéficié d'armes, d'argent et d'entraînements de la part des forces iraniennes. Des commandants et des unités de talibans s'entraînent en Iran à mener des attaques contre les forces de l'OTAN et les forces afghanes. En outre, on sait que des combattants d'Al-Qaïda reçoivent un soutien du corps Ansar. Mashad est un lieu de transit pour les combattants d'Al-Qaïda.»

S'agit-il là d'une «preuve» apportée par le *Long War Journal*? Pourquoi ne serait-ce pas simplement une allégation de 2010 du commandant disgracié de la FIAS, le général *Stanley McCrystal*, qui avait déclaré que «l'Iran entraîne des combattants talibans et leur fournit des armes»? L'affaire serait donc classée?

Selon le *Tehran Times*,<sup>33</sup> dans le complot peu crédible, l'année dernière, de l'IRGC-

QF visant à assassiner l'ambassadeur d'Arabie saoudite *Adel al-Jubeir* dans un restaurant huppé de Washington, on dispose maintenant de preuves qu'un personnage clé du complot, le vendeur texan de voitures d'occasion en faillite, *Manssor Arbabsiar*, qui prétendait s'appeler *Gholam Shakuri* et être un officier des Gardiens de la Révolution, a été démasqué par les autorités iraniennes et Interpol comme étant un membre des Moudjahidine e-Khalq (MEK).<sup>34</sup>

#### L'histoire peu crédible du complot iranien contre l'ambassadeur d'Arabie saoudite

Selon *Mehr News Agency*, «Interpol a découvert de nouvelles preuves que le suspect numéro deux en rapport avec la supposée implication du gouvernement iranien dans le complot visant à assassiner l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington est un membre important de l'organisation terroriste MEK. [...] *Gholam Shakuri* a été vu pour la dernière fois à Washington et au Camp Ashraf en Irak où sont basés des membres du MEK.»

Citant un rapport d'Interpol, *Mehr News Agency* a prétendu que «la personne en question a voyagé dans différents pays sous différents noms – *Ali Shakuri*, *Gholam Shakuri*, *Gholam Hossein Shakuri* – en utilisant des faux passeports dont des faux passeports iraniens. L'un d'eux avait été établi à Washington le 30 novembre 2006. Son numéro était K10295631.»

Comme pour le prétendu complot visant à assassiner l'ambassadeur d'Arabie saoudite, supposé exécuté en connivence avec un membre du Cartel mexicain Zetas, enclin à la violence, qui s'est avéré être un informateur de la DEA, les accusations du Département américain des Finances à l'encontre du général *Gholamreza Baghbani* doivent être considérées avec scepticisme.

Le journaliste *Gareth Porter*, qui a enquêté sur le complot, écrit: «Les allégations selon lesquelles le vendeur de voitures d'occasion américano-iranien voulait «attaquer» l'ambassade d'Arabie saoudite et d'autres cibles reposent entièrement sur le témoignage de l'informateur de la DEA qu'il a rencontré. Cet informateur est un trafiquant de drogue qui avait été inculpé de violation de la loi sur les stupéfiants dans un Etat américain mais qui avait vu ses charges abandonnées «en échange de sa coopération dans différentes enquêtes sur des trafics de drogue» (rapport du FBI). Cet informateur n'est pas une source indépendante mais quelqu'un qu'on a payé pour poursuivre des objectifs du FBI.»<sup>35</sup>

Rendues publiques quelques jours avant que la *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications (SWIFT)*,

se soumettant à des pressions américaines, n'écarte de son réseau 30 établissements financiers d'Iran, dont la Banque centrale, dans une tentative de paralyser économiquement le pays, les allégations concernant Baghbani devraient être considérées comme un autre élément de la guerre de l'ombre menée par les Etats-Unis.

#### 352 milliards de dollars, cela permet d'acheter le silence de nombreuses personnes

En répandant des histoires à sensation sur les connivences entre l'Iran et les talibans et son rôle central dans le trafic de drogue, le gouvernement compte voir paraître une nouvelle série d'articles alarmistes des médias occidentaux tandis que cette expertocratie fait tout son possible pour cacher les preuves de la complicité des Services de renseignements américains dans le fléau mondial de la drogue.

Pourquoi pas? *Antonio Maria Costa*, directeur de l'UNODC, a écrit en 2009 dans *The Observer* qu'«il avait la preuve que les produits du crime organisé ont été «le seul capital investissement liquide» à la disposition de certaines banques au bord de l'effondrement l'année dernière. Il a affirmé que la majorité des 352 milliards de dollars générés par la drogue a été absorbée par le système économique.»

Après tout, 352 milliards de dollars, cela permet notamment d'acheter le silence de nombreuses personnes!

Source: *Global Research* du 10/3/12 (Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> US Department of Treasury. Press Center. Treasury Designates Iranian Qods Force General Overseeing Afghan Heroin Trafficking Through Iran. March 7, 2012 ([www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1444.aspx](http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1444.aspx))

<sup>2</sup> Marta Gurchich & Robert Parry. Nazi Echo: Argentina, Death Camps & the Contras. Consortium News, 19/9/1998. ([www.consortiumnews.com/1990s/consor24.html](http://www.consortiumnews.com/1990s/consor24.html))

<sup>3</sup> Archiv. Dark Side of Rev. Moon. *Consortiumnews.com*

<sup>4</sup> Peter Dale Scott. Washington and the politics on drugs. Variant. Vol. 2, Number 11. Summer 2000. p. 2-5. ([www.variant.org.uk/pdfs/issue11/Peter\\_Dale\\_Scott.pdf](http://www.variant.org.uk/pdfs/issue11/Peter_Dale_Scott.pdf))

<sup>5</sup> Stuart Christie. Stefano Delle Chiaie: Portrait of a «Black» Terrorist. (<http://libcom.org/files/Stefano-Delle-Chiaie.pdf>)

<sup>6</sup> The National Security Archive. Colombian Paramilitaries and the United States: «Unraveling the Pepes Tangled Web». Documents Detail Narcoparamilitary Connection to U.S.-Colombia Anti-Escobar Task Force. CIA Probed Whether U.S. Intelligence Was Passed to «Los Pepes» Terror Group. Colombian Government Both Recipient and Target of U.S. Intelligence. National Security Archive Electronic Briefing Book n° 243. Edited by Michael Evans Posted – February 17, 2008. ([www.nsa.gov](http://www.nsa.gov))

[www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB243/index.htm](http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB243/index.htm)

<sup>7</sup> Leaked Memo: Corrupt DEA Agents in Colombia Help Narcos and Paramilitaries. Internal Justice Dept. Document Alleges Drug Trafficking Links, Money Laundering and Conspiracy to Murder. ([www.narcosnews.com/Issue40/article1543.html](http://www.narcosnews.com/Issue40/article1543.html))

<sup>8</sup> Memorandum to Jodi Aergun, Chief, NDD from Thomas M. Kent, Trial Attorney, Wiretap Unit. 19/12/2004. ([www.narcosnews.com/docs/Thomas-KentMemo.pdf](http://www.narcosnews.com/docs/Thomas-KentMemo.pdf))

<sup>9</sup> Mercury Center, San José. Dark Alliance. The Story Behind the Crack Explosion. ([www.narcosnews.com/darkalliance/drugs/start.htm](http://www.narcosnews.com/darkalliance/drugs/start.htm))

<sup>10</sup> Barry Seal, cf. [www.spartacus.schoolnet.co.uk/JFKseal.htm](http://www.spartacus.schoolnet.co.uk/JFKseal.htm)

<sup>11</sup> Daniel Hopsicker. The (Secret) Heartbeat of America. A New Look at the Mena Story. The Washington Weekly. May 12, 1997. ([www.idfiles.com/heartbeat.htm](http://www.idfiles.com/heartbeat.htm))

<sup>12</sup> The KLA and the Heroin Craze of the 90s. The Montreal Gazette. 15/12/99 ([www.balkanpeace.org/index.php?index=/content/balkans/kosovo\\_metohija/kla\\_drugs/klad01.incl](http://www.balkanpeace.org/index.php?index=/content/balkans/kosovo_metohija/kla_drugs/klad01.incl))

<sup>13</sup> <http://expertwitnessradio.org/site/>

<sup>14</sup> Michel Chossudovsky. Kosovo Freedom Fighters Financed by Organised Crime. Covert Action Quarterly, April 10, 1999. (*Global Research*, 4/1/11)

<sup>15</sup> Peter Klebnikov. Heroin Heroes. Mother Jones. Jan./fév. 2000

<sup>16</sup> Mafia State: Kosovo's Prime Minister Accused of Running Human Organ, Drug Trafficking Cartel. Antifascist Calling. 21/12/10. (<http://antifascist-calling.blogspot.com/2010/12/mafia-state-kosovos-prime-minister.html>)

<sup>17</sup> Radio Free Europe. Radio Liberty. Iran: U.S. Says Iranian General Instrumental In Afghan Drug Traffic. March 7, 2012.

<sup>18</sup> Congressional Record. Intelligence Authorization Act for Fiscal Year 1999. (House of Representatives, May 7, 1998). ([https://www.fas.org/irp/congress/1998\\_cr/980507-l.htm](https://www.fas.org/irp/congress/1998_cr/980507-l.htm))

<sup>19</sup> Sergei Blagov. Moscow Accuses West of Narcoterrorism. ISN International Relations and Security Network, ETH Zürich. 1/4/2010. ([www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Security-Watch-Archive/Detail/?lng=en&id=114434](http://www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Security-Watch-Archive/Detail/?lng=en&id=114434))

<sup>20</sup> Craig Murray. Britain is protecting the biggest heroin crop of all time. Mail Online, July 21, 2007. ([www.dailymail.co.uk/news/article-469983/Britain-protecting-biggest-heroin-crop-time.html](http://www.dailymail.co.uk/news/article-469983/Britain-protecting-biggest-heroin-crop-time.html))

<sup>21</sup> «Iranian wall» seen hindering drug smugglers: UN. Reuters, May 13, 2007. ([www.reuters.com/article/2007/05/13/us-iran-drugs-idUS-DAH33724920070513](http://www.reuters.com/article/2007/05/13/us-iran-drugs-idUS-DAH33724920070513))

<sup>22</sup> Unodoc. Press Release. Wien, November 28, 2011. Afghanistan, Iran and Pakistan deepen cooperation to combat threats posed by illicit drugs. (<https://www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2011/November/afghanistan-iran-and-pakistan-deepen-cooperation-to-combat-threats-posed-by-illicit-drugs.html>)

<sup>23</sup> Daniel Hopsicker. The «Cocaine-1» and «Cocaine-2» Archive. ([www.madcowprod.com/cocaine-archive.htm](http://www.madcowprod.com/cocaine-archive.htm))

<sup>24</sup> Michael Smith. Wachovia's Drug Habit. Bloomberg.com ([www.bloomberg.com/news/2010-07-07/wachovia-s-drug-habit.html](http://www.bloomberg.com/news/2010-07-07/wachovia-s-drug-habit.html))

<sup>25</sup> Bill Conroy Archiv. (<http://narcosphere.narcosnews.com/notebook/bill-conroy/>)

<sup>26</sup> Bill Conroy. US Prosecutors Seeking to Prevent Dirty Secrets of Drug War From Surfacing in Cartel Leader's Case. Narcosphere. November 5, 2011. (<http://narcosphere.narcosnews.com/notebook/bill-conroy/2011/11/us-prosecutors-seeking-prevent-dirty-secrets-drug-war-surfacing-cartel->)

<sup>27</sup> ibid.

<sup>28</sup> Daniel Hopsicker. The Operation Behind Operation Gunwalker. Did the sell planes too? July 13, 2011. ([www.madcowprod.com/07132011.htm](http://www.madcowprod.com/07132011.htm))

<sup>29</sup> Daniel Hopsicker. CIA Drug Planes: «Tip of the iceberg». Fleet of 50 American planes sold to Mex Cartel. January 16, 2008. ([www.madcowprod.com/01162008.html](http://www.madcowprod.com/01162008.html))

<sup>30</sup> cf. note 24 et Ed Vulliamy. How a big US bank laundered billions from Mexico's murderous drug gangs. «The Guardian», April 3, 2011.

<sup>31</sup> US Department of the Treasury. Press Center. Treasury Designates Iranian Qods Force General Overseeing Afghan Heroin Trafficking Through Iran. March 7, 2012.

<sup>32</sup> Bill Roggio. US adds Qods Force general as 'Narcotics Kingpin' for heroin, weapons smuggling in Afghanistan. The Long War Journal, March 7, 2012 ([www.longwarjournal.org/archives/2012/03/us\\_adds\\_qods\\_force\\_g.php](http://www.longwarjournal.org/archives/2012/03/us_adds_qods_force_g.php))

<sup>33</sup> Number Two suspect in plot case is MKO member: source. Tehran Times, October 17, 2011. ([www.tehrantimes.com/index.php/politics/3655-number-two-suspect-in-plot-case-is-mko-member-source](http://www.tehrantimes.com/index.php/politics/3655-number-two-suspect-in-plot-case-is-mko-member-source))

<sup>34</sup> Number two suspect in plot case is MKO member. Mehrnews.com. October 17, 2011. ([www.mehrnews.com/en/NewsDetail.aspx?pr=s&query=Gholam%20Shakuri%20&NewsID=1436036](http://www.mehrnews.com/en/NewsDetail.aspx?pr=s&query=Gholam%20Shakuri%20&NewsID=1436036))

<sup>35</sup> Gareth Porter. Debunking the Iran «Terror Plot». Middle East Research and Information Project. November 3, 2011 ([www.merip.org/mero/mero110311](http://www.merip.org/mero/mero110311))

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le l'hebdomadaire en ligne *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich



# En Suisse, le passage devant le peuple est incontournable

## Résistance des Franches-Montagnes couronnée de succès contre la pression de fusion

par Marianne Wüthrich, docteur en droit, Zurich

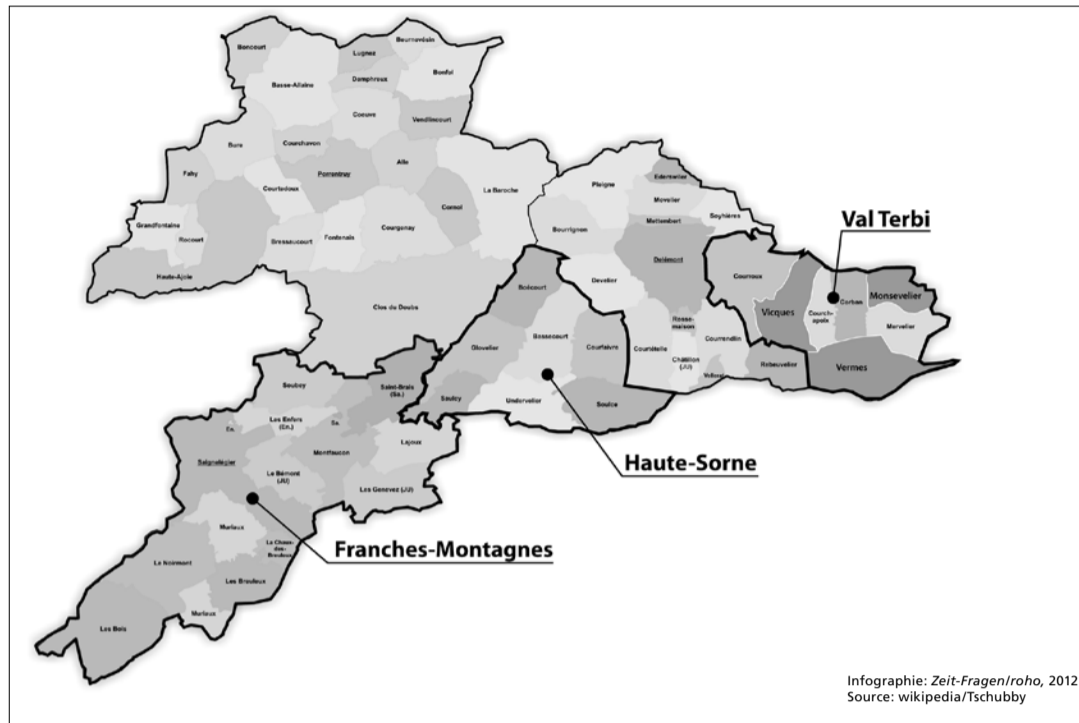
Le 25 mars 2012, les populations de onze communes du district des Franches-Montagnes dans le canton du Jura ont voté, la plupart avec une majorité imposante, contre la fusion en une commune unique. Seules deux communes étaient pour. C'est d'autant plus remarquable que le gouvernement jurassien a depuis 2005 intégré à son programme de législation le but de réduire massivement le nombre de communes dans son canton. En exerçant une forte pression sur les autorités communales, il a réussi à réduire depuis 2009 le nombre de communes du canton de 83 à 64. Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, il n'y aura même plus que 58 communes. A l'ordre du jour du gouvernement jurassien figure, comme prochain projet de grande fusion, l'absorption de toutes les communes voisines par la capitale Delémont. A l'origine, le gouvernement voulait réduire le nombre de communes à six – ce qui échouera cependant à cause de la démocratie directe.

Les contemporains informés n'ont pas besoin d'essayer de deviner qui «de plus haut» a fait croire à tort aux autorités cantonales qu'avec plus de centralisme et une direction sévère, l'assez faible économie du Jura pouvait améliorer sa situation (cf. encadré ci-dessous).

A présent, les habitants des Franches-Montagnes nous ont démontré que dans notre pays rien ne marche quand le souverain ne le veut pas. Et ils ont convaincu de mensonge tous ceux qui reprochent à la population suisse son manque d'intérêt pour la politique. Les Franches-Montagnards se sont rendus aux urnes en une impressionnante unité; la participation au vote s'éleva entre 66,39% et 94,9% (!) Les autorités communales et cantonales feraient bien de prendre au sérieux cette volonté populaire exprimée sans détour. Le refus clair et net de la commune unitaire des Franches-Montagnes constitue un signe encourageant pour la population de Delémont et de ses communes voisines. Il ne faut juste pas croire tout ce qui vient des cercles qui veulent transformer, pour un plat de lentilles, notre structure fédérale éprouvée, en un système euro-compatible à direction centrale.

### La politique de l'aménagement du territoire du DETEC grève les cantons alpins

Il est très compréhensible que le canton du Jura, dont la capacité économique, comparée aux autres cantons, se trouve dans le secteur inférieur, veuille améliorer sa situation économique. C'est pourquoi le gouver-



nement jurassien saisit en remerciant le «petit sucre» de l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Celui-ci, qui s'était fixé comme objectif la transformation euro-compatible de la Suisse même au-delà des frontières nationales, condescendit à inscrire la capitale Delémont et ses environs sur sa liste des «agglomérations». En 2007, dans une convention entre la Confédération et le canton, le DETEC,<sup>1</sup> sous la direction de Doris Leuthard, promit un peu moins de 6 millions de francs, avant tout pour l'aménagement urgentement nécessaire des voies de communications, toutefois sous une multitude de conditions que le canton et les communes auront à remplir. La condition principale est l'«urbanisation» de Delémont et des communes environnantes.<sup>2</sup>

En réalité, la mise à disposition de liaisons par chemin de fer dans toutes les régions de Suisse est une tâche prescrite à la Confédération par la Constitution fédérale (article 87 CF), cela fait partie du service public. Ça vaut aussi pour les soi-disant «régions excentrées» – un néologisme indicible qui n'a été importé que récemment de l'étranger, car en Suisse il n'y a pas de «régions excentrées», mais au contraire 26 cantons égaux en valeur et en droits. Madame Leuthard et son ARE n'ont par conséquent pas à poser des conditions au canton du Jura pour qu'il obtienne enfin les lignes de chemin de fer urgentement nécessaires à son économie et à sa population.

### La fusionniste débordante du gouvernement jurassien

La politique de l'aménagement du territoire de la Confédération, focalisée sur les agglomérations, fait que quelques gouvernements cantonaux s'efforcent de s'adapter aux efforts centralisateurs du DETEC pour pouvoir bénéficier des fonds fédéraux. Depuis 2005, le Conseil d'Etat jurassien aussi essaie d'amener les communes de tout le canton à fusionner dans une aussi large mesure que possible. Le 28 septembre 2011, il a réussi à convaincre le Parlement de modifier les lois cantonales en conséquence: le gouvernement est invité à «promouvoir» la formation de commissions de fusions intercommunales.<sup>3</sup> Les commissions sont obligées de planifier la fusion de leurs communes.<sup>4</sup> Les communes qui s'opposent à une fusion peuvent y être forcées par le Parlement cantonal si elles manquent de moyens financiers ou de mandataires ou si elles dépendent trop de la coopération avec les communes voisines (sic!). Avant de forcer une commune à la fusion, le Parlement cantonal est prié de «consulter» le Conseil communal<sup>5</sup> – c'est vraiment très attentionné de sa part!

### De toute façon, ce sont les petites communes qui s'en sortent le mieux

En tout cas, ce genre de dispositions réglementaires sont au système fédéraliste en filigrane et à la démocratie directe, comme le poing au milieu de la figure. Par ailleurs, il

est connu depuis longtemps que le regroupement de communes autonomes et organisées au mieux ne rapporte strictement rien – hormis des frais. De toutes façons, ce sont les petites communes qui s'en sortent le mieux, sur les plans humain, social et financier. Les effets de synergie de la fusion tant vantés sont plus qu'absorbés par une bureaucratie accrue et une administration plus chère. Et les nombreux bénévoles qui s'engagent volontiers dans leur village pour peu ou pas d'indemnité, parce qu'ils se sentent reliés à la communauté villageoise, ne le feront pas pour la grande commune.

### Le parc naturel du Doubs – prochaine attaque contre l'autonomie communale

Le parc naturel du Doubs n'est ni un projet de parc de protection de la nature, ni un projet d'encouragement de l'économie – et en tout cas pas une tentative de soigner le bon voisinage franco-suisse, comme on essaie de le faire croire à la population en haut lieu. Il est bien plus facile d'atteindre tous ces buts sensés sans parc naturel. Celui qui a développé une méfiance justifiée contre les promesses de salut de la part des commissions de fusions de communes, fait bien d'étendre ce scepticisme au parc naturel projeté. En ce qui concerne les parcs naturels qui occupent déjà tout le paysage de UE, il s'agit en fait – comme pour les régions métropolitaines – d'instruments de puissances centralisatrices de l'UE en faillite, au moyen desquels les unités fédérales existantes et les Etats nationaux doivent être brisés et remplacés par une «Europe des régions».

Oui, même les frontières nationales n'arrêtent pas les bureaucrates de Bruxelles: des parcs transfrontaliers comme ceux sur le Doubs ou à Schaffhouse peuvent particulièrement bien servir à ces buts. C'est une question intéressante de savoir pourquoi certains conseillers fédéraux et certains offices fédéraux à Berne veulent absolument aussi y participer. (Informations complémentaires à ce sujet dans notre recueil d'articles [cf. encadré au bas de la page 10] et notamment les articles «Parc naturel du Doubs, les méandres d'une gestation» [Horizons et débats n° 3 du 23/1/12] et «Parcs naturels, loup, lynx: on nous spolie sournoisement de nos terres agricoles nationales» [Horizons et débats n° 44 du 7/11/11])

Celui qui espère un encouragement à la promotion économique par l'aide financière

Suite page 10

## Citoyens actifs – l'alpha et l'oméga de la démocratie directe

mw. Les groupes de citoyens qui se forment dans le Canton du Jura pour opposer leurs arguments factuels aux fusions de communes imposées d'en haut, et pour contribuer ainsi à une formation de l'opinion variée au sein de la population, constituent un exemple du fonctionnement de la démocratie directe en Suisse. Les citoyens s'opposèrent à la propagande unilatérale du gouvernement cantonal et malheureusement aussi de la plupart des médias par des lettres de lecteurs et par la constitution de groupes de citoyens, comme par exemple le «Comité de l'association des bourgeoises jurassiennes» qui se défendit contre la fusion de sept communes en une grande commune sous la dénomination artificielle de la «Haute-Sorne». Au Val Terbi également, il y eut des citoyens qui s'indignèrent contre le fait que la fusion des communes soit imposée à la vitesse grand V, qui ne permettait pas de réflexion approfondie, selon une lettre de lecteur intitulée: «Val Terbi – Trop vite et trop imprécis». De vastes parties de la population émirent ces réserves, de sorte que deux sur sept communes votèrent contre la commune unitaire de la «Haute-Sorne». De même, au Val Terbi, seules trois sur sept communes se prononcèrent en faveur de la fusion.

Ce qui est particulièrement impressionnant, c'est la manière de procéder du mouvement citoyen «Franches-Montagnes, je

m'engage». Il s'est constitué suffisamment tôt et a publié le 10 janvier 2012 déjà une résolution contenant une énumération détaillée d'arguments fondés contre la fusion des communes concernées. Ainsi, il y eut assez de temps à disposition avant la votation du 25 mars pour une explication approfondie et une formation de l'opinion. Le groupe de citoyens attachait beaucoup d'importance à ce que la campagne de votation se déroule sur un plan objectif et sans conflit avec la

partie adverse. De plus, il faut admettre que les prises de positions critiques concernant les fusions du 5 février ont été lues dans bien des familles des Franches-Montagnes. C'est ainsi que la formation rigoureuse d'opinions, sur la base d'arguments et d'objections, porte petit à petit ses fruits. La contribution de chacun est précieuse et contribue au tout.

Le 25 mars 2012, la méga-fusion des Franches-Montagnes a été clairement refu-

sée par treize communes. Un exemple encourageant pour tous les citoyens et mouvements de citoyens: n'hésitons pas à nous dresser contre le vent contraire – nous en sommes redevables à notre pays, et à la conservation de notre système unique de démocratie directe et à sa structure étatique fédéraliste. Et en même temps cela renforce notre personnalité et notre sentiment de bien-être. Car celui qui s'engage pour le bien commun s'en trouve grandi.

### Franches-Montagnes, je m'engage

Résolution du 10 janvier 2012

Le mouvement citoyen «Franches-Montagne, je m'engage» réuni en assemblée ce 10 janvier 2012 au Noirmont pour lancer la campagne d'opposition à la commune unique,

- condamne l'action concertée du Copil et du Gouvernement qui tentent d'imposer le diktat d'une commune unique contre la volonté des Franches-Montagnards;
- proteste contre le décret sur les fusions de communes qui instaure des lois centralistes et coercitives;
- réprouve les velléités de détruire nos communes et la précipitation du projet;
- affirme que la diversité des communes de la montagne et l'attachement des Franches-

Montagnards à leur village et à leur origine sont le terreau du dynamisme, de l'esprit d'entreprise, et de l'engagement citoyen qui ont fait la force de la démocratie dans notre district;

- regrette que des fonds publics constitués par nos aïeux aient été dilapidés pour un projet qui finalement n'aura servi qu'à mettre un frein aux intentions de rapprochement ou de collaborations logiques, et même aux fusions, entre certaines communes;
- incite pour l'avenir les exécutifs communaux à inventorier les synergies possibles à l'intérieur et à l'extérieur du district;
- soutient tout acte ou instrument de solidarité permettant de renforcer la cohésion du district sous sa forme actuelle;
- déplore le manque de clarté et les nombreuses omissions, en particulier sur le

plan financier, de l'étude accompagnant la convention;

- s'oppose au bradage et à la vente des biens communaux prévus en cas d'acceptation d'une commune unique;
- refuse d'accorder sa confiance aux faux prophètes qui sacrifient 300 ans d'histoire, de partage, de solidarité, de traversée d'épreuves et d'engagement citoyen sur l'autel de la doctrine politique, du corporatisme, de l'ambition personnelle, de la convoitise et du népotisme;
- rappelle aux Franches-Montagnards que franchir la frontière du faux Eldorado qu'est la commune unique est irréversible;
- recommande à tous de s'opposer à la commune unique en se déplaçant massivement aux urnes le 25 mars prochain.

Le Noirmont, le 10 janvier 2012

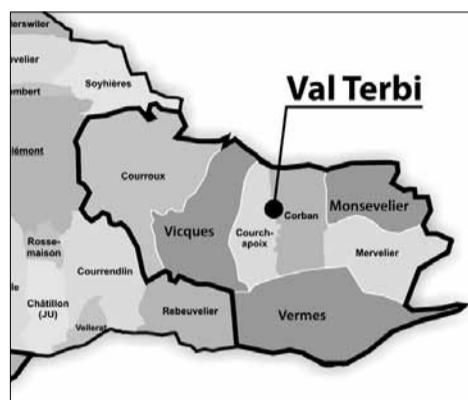
## Commune en patchwork dans le Val Terbi?

Un comité citoyen de Montsevelier demande un second vote populaire

Dans le Val Terbi, seules 3 communes sur 7 ont accepté la fusion le 5 février 2012. En se penchant sur la carte géographique de la région, on se demande comment les trois communes, Vermes, Vicques et Montsevelier peuvent former une seule commune – car géographiquement elles ne sont pas voisines. Vicques et Vermes se touchent seulement par un petit coin et entre Montsevelier et les deux autres villages, il y a d'autres communes. Comment veut-on former une entité politique dans une telle situation? Un groupe de citoyens de Montsevelier se pose aussi cette question, un mois après le vote, ils veulent faire annuler cette fusion. En démocratie directe cela est possible: les citoyens de Montsevelier ont persuadé la conseillère communale Silvia Buser de lancer une initiative populaire pour exiger un second vote pour quitter la commune de Val Terbi. «J'ai lancé cette initiative à la demande des gens du village» a déclaré Silvia Buser et d'ajouter: «Géographiquement, il est évident que Montsevelier est devenu une exclave de Vicques.» Elle a ajouté qu'aucun projet de cette portée ne peut être développé et mis en œuvre parce qu'il manque notamment les frontières communales communes

et les bases financières suffisantes. Les initiants doivent récolter 50 signatures pour un second scrutin – face au total de 386 électeurs, un nombre considérable. Nous leur souhaitons bonne réussite. (Source: «Le Quotidien Jurassien du 7/3/12, «Des citoyens lancent une initiative pour sortir Montsevelier de la commune fusionnée»).

D'ailleurs, l'utilisation de la voie de droit est également possible pour les électeurs des trois communes: conformément à l'article 1 du «Décret sur la fusion de communes» (amendement du 28/9/11) les communes fusionnées doivent avoir un lien géographique, ce qui n'est manifestement pas le cas dans le Val Terbi.



## Parc naturel de Schaffhouse

Radio Munot du 16 mars 2012

hd. Une vingtaine de citoyennes et citoyens engagés du «Schaffhauser Bürgergespräch» (dialogue entre citoyens) se sont réunis le 16 mars à Schaffhouse pour débattre du parc naturel dont l'association gestionnaire vient d'être fondée le 10 mars. Tous étaient déjà informés sur le caractère problématique de cette institution importée de l'UE et ils ont discuté la question de savoir comment mettre un terme au parc naturel déjà dans sa phase d'instauration qui vient de commencer et qui durera quatre ans. Ainsi on pourrait empêcher que les administrateurs submergent la population de propagande pendant quatre ans. En outre on pourrait épargner les frais. Tous étaient unanimes qu'il serait sensé de devenir actifs tout de suite pour assurer que les citoyens, qui lors de leurs assemblées budgétaires respectives au cours de cette année voteront la contribution financière de leur commune à verser à l'association du parc, soient bien informés à l'avance sur le parc naturel afin que le plus de communes possibles se prononcent déjà dans la phase initiale contre une participation, et que le parc naturel ne soit jamais réalisé. – Lors de cette discussion Martin Bartholdi, rédacteur à Radio Munot, était également présent. Après la conférence, il a pu interviewer Hans-Jörg Kunz, ancien conseiller d'Etat.

discute des thèmes actuels. Hier ce fut le parc naturel régional. Les presque 20 participants sont sceptiques face au parc naturel, ceci non pas parce qu'il est inutile, mais parce qu'un jour les communes n'auront plus rien à dire. Les autres diront alors où il est permis de construire, où l'industrie sera localisée, où l'agriculture pourra établir ses élevages ou ses hangars. Peut-être qu'on nous dira aussi où l'on aura le droit de construire une route de transport et quelles routes forestières ne seront plus permises. Après, les communes n'auront plus rien à dire sur tous ces sujets-là ...

... mais le parc naturel, c'est-à-dire la direction du parc sous forme d'association. Mais Schaffhouse n'en est pas encore là. L'association est seulement en train de préparer le parc. C'est après que les communes perdront leur droit de regard, quand elles concluront avec l'association le contrat de gestion pour une durée de dix ans.

Et dans les contrats des parcs naturels déjà existants, il est écrit que les communes renoncent aux décisions concernant l'aménagement du territoire et qu'elles exécutent seulement ce que l'association prévoit. Au fond on élimine ainsi toute la démocratie, les communes n'ont plus rien à dire.

De surcroît, il y aurait dans le contexte de la fondation de l'association d'il y a une semaine aussi un problème juridique. Les communes n'auraient pas eu la permission d'adhérer à l'association, parce que l'assemblée communale et donc, l'électorat, n'a pas encore donné son approbation. C'est pourquoi les opposants veulent devenir actifs cette année même.

Je verrais un problème juridique dans les communes s'il s'agissait du budget et que la contribution financière au parc soit cachée dans un montant global – si par exemple elle n'était pas déclarée ouvertement. A mon avis, cela doit vraiment être rendu public, pour que chaque participant à l'assemblée communale ou chaque conseil d'habitants sache clairement combien la contribution au parc coûte finalement.

Ainsi les citoyens pourront proposer à l'assemblée municipale de rayer du budget la contribution à l'association, donc de sortir de l'association du parc naturel. C'est le but que les opposants veulent atteindre cette année encore.

Martin Bartholdi: les betteraves rouges, le Rhin et le vin – c'est sur ces trois piliers que le parc naturel régional de Schaffhouse doit naître. Le parc doit protéger l'environnement et la nature sans pour autant restreindre l'économie. Au contraire: le parc naturel doit relancer l'agriculture et le tourisme. Ainsi de l'argent arrivera dans la région. Tout cela a l'air intéressant – mais pour cela il n'y a pas besoin de parc naturel, selon l'ancien conseiller d'Etat Hans-Jörg Kunz, Hans-Jörg Kunz: Les Schaffhousois ont toujours veillé à ce que la nature aille bien, ce n'était jamais un problème. Nous avons notre tourisme, nous avons une agriculture florissante, nous avons une bonne viticulture – nous n'avons besoin de rien du tout. Nous disposons d'une stimulation de l'économie, nous n'avons pas besoin de parc naturel.

Hans-Jörg Kunz s'est rendu hier soir au «Schaffhauser Bürgergespräch», un groupe indépendant qui se réunit régulièrement et

## Résultats du scrutin du 25 mars – résultats par communes

Le projet de «Commune unique des Franches-Montagnes» a été rejeté

Seules deux communes (Saint-Brais et Soubey) sur treize ont accepté la Convention. Elle est donc rejetée. La participation moyenne était de 74,39%.

Voici les résultats par commune:

Le Bémont: 72 oui, 147 non, participation: 86,9%  
 Les Bois: 169 oui, 421 non, participation: 69,91%  
 Les Breuleux: 167 oui, 659 non, participation: 80,29%  
 La Chaux-des-Breuleux: 20 oui, 48 non, participation: 93,4%  
 Les Enfers: 51 oui, 60 non, participation: 94,9%  
 Les Genevez: 62 oui, 251 non, participation: 80,15%  
 Lajoux: 73 oui, 311 non, participation: 75,1%  
 Montfaucon: 165 oui, 189 non, participation: 79,47%  
 Muriaux: 32 oui, 267 non, participation: 81,62%  
 Le Noirmont: 191 oui, 724 non, participation: 74,41%  
 Saignelégier: 622 oui, 633 non, participation 66,39%  
 Saint-Brais: 84 oui, 44 non, participation: 75%  
 Soubey: 47 oui, 46 non, participation: 80,7%

Source: www.franchesmontagnesavenir.ch

«En Suisse, le passage devant ...»  
 suite de la page 9

de la Confédération et de labels de parcs, enterrera bien vite cet espoir: il n'y a pas de contributions fédérales pour l'économie locale, mais seulement pour les hautes écoles spécialisées qui produisent des études de faisabilité et des plans de management, pour les bureaux directeurs des parcs et pour beaucoup de bureaucratie. Les labels de parc n'amènent pas plus de consommateurs, quand on les trouve aussi dans tous les autres parcs suisses collés sur le fromage et affichés dans tous les bistrotts. Les entreprises locales doivent d'ailleurs aligner plusieurs billets sur la table pour avoir le label.

Ce qui prend le système de démocratie directe suisse aux tripes, c'est le fait que par leur adhésion à la société du parc, les communes abandonnent une partie considérable de leur autonomie communale à la direction du parc et à son conseil d'administration, et ceci pour dix longues années! Ce qui ampute fortement les droits politiques des citoyens – personne ne nous dit exactement dans quelle mesure l'activité économique et la propriété

privée de la population seront limitées par le régime du parc. La seule chose qui est sûre, c'est que la population communale ne pourra plus décider de beaucoup de choses de façon autonome.

Avec leur refus de la méga-fusion, les citoyens des Franches-Montagnes ont mis de gros bâtons dans les roues des stratèges de parcs. Une seule commune aurait vite fini dans le parc naturel – il sera plus difficile de maîtriser une douzaine de communes autonomes qui voteront individuellement sur l'adhésion.

Il reste à souhaiter aux Franches-Montagnards qu'ils ne sacrifient pas au Parc naturel du Doubs l'autonomie communale qu'ils ont sauvée le 25 mars.

(Traduction Horizons et débats)

- 1 Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
- 2 Accord de 2007 sur les prestations entre la Confédération suisse et la République et Canton du Jura, concernant le projet d'agglomération de Delémont, partie transport et urbanisation.
- 3 Loi sur les communes, article 69a, alinéa 2
- 4 Décret sur la fusion de communes, article 4
- 5 Loi sur les communes, article 69b, alinéa 3

## Céder nos campagnes pour un plat de lentilles?

Les parcs naturels, un projet néo-libéral de l'UE

Horizons et débats propose à ses lectrices et lecteurs un recueil relié (format A4) d'une quarantaine de pages intitulé «Recueil d'articles au sujet des parcs naturels régionaux en Suisse et dans l'UE» contenant, en format PDF,

tous les articles touchant aux Parcs naturels publiés dans ses colonnes entre novembre 2011 et janvier 2012.

Prière d'adresser vos commandes directement à la rédaction. Prix 10.– frs.

## Création d'un comité d'intérêt «Pour une banque Raiffeisen sûre»

par Nina Rudnicki

Berg SG. La banque Raiffeisen qui est organisée en coopérative a environ 1,7 million de membres. Parmi eux, dix habitants de la région Steinach-Berg-Freidorf se sont désignés par un engagement particulier. Réagissant à l'achat d'une partie de la banque Wegelin, ils ont créé le comité d'intérêt «Pour une banque Raiffeisen sûre».

### «Ce n'est pas une surprise»

La banque Raiffeisen a certainement été surprise que la résistance se soit déclarée précisément dans le petit village paisible de Berg. Mais sa réaction a été très modérée. Répondant à nos questions, Franz Würth, porte-parole de Raiffeisen, a déclaré que Berg constitue un cas isolé. «Nous sommes au courant depuis un certain temps déjà, que quelques membres habitant à Berg se font des soucis quant à l'achat d'une partie de la banque Wegelin.» C'est pourquoi la création d'un comité d'intérêt n'a pas vraiment surpris. «Dans d'autres régions, les réactions de membres préoccupés n'ont été que très isolées», a-t-il ajouté.

Cela provoque un sourire chez Irène Varga, membre fondatrice du comité d'intérêt, et d'expliquer que «s'il n'y avait vraiment eu que des réactions isolées, la banque

devrait être d'autant plus surprise que dorénavant il y ait un comité d'intérêt même à Berg». La réaction de la banque lui semble être une déclaration standardisée. En effet, un comité de dix personnes ne semble pas être un scénario très inquiétant pour la banque. Qu'entendent-ils donc faire, ces membres – veulent-ils se multiplier? «Non», précise Irène Varga, «l'élargissement du comité ne constitue pas notre but primordial. Mais nous espérons néanmoins que de plus en plus de sympathisants se joignent à nous.» Il y a d'ores et déjà un grand nombre de personnes qui les soutiennent.

### Un sentiment d'inquiétude

Les fondateurs du comité craignent que suite à l'achat partiel de la banque Wegelin, la banque Raiffeisen perde une partie de sa bonne renommée. «Voilà ce qui cause un sentiment d'inquiétude parmi une partie des membres», déclare Irène Varga et elle veut en informer la banque. Et de rajouter: «Nous espérons que nous ne nous ferons pas éconduire gentiment, mais que les responsables de la banque prendront au sérieux les préoccupations des membres de leur coopérative».

Source: St. Galler Tagblatt du 9/3/12

## La banque Raiffeisen trahit l'idée coopérative

Le 22 avril 2012, la banque Raiffeisen de la Rive droite du lac de Zurich tiendra son Assemblée générale. Ce jour-là – à l'instar de ce qui s'est passé lors d'autres assemblées générales de la banque – les membres de la coopérative vont condamner le changement de la culture bancaire qui a accompagné l'achat de la banque privée Notenstein Privatbank AG ainsi que l'information complètement insuffisante

des membres de la coopérative quant à cette transaction.

Pierin Vincenz [directeur général de Raiffeisen] a violé l'idée fondamentale de toute coopérative, ce qu'on ne peut pas tolérer, d'autant plus qu'il mène un style de vie qui va jusqu'au copinage familial. Il a perdu son innocence et ne se distingue plus des autres banquiers cupides.

Hans-Jacob Heitz, Männedorf

# Ce qui importe dans l'éducation

## Le comportement vis-à-vis des besoins des enfants

par Anita Schächter

Le plus grand souci des parents est le souci que leur enfant trouve son chemin dans la vie.

C'est une satisfaction pour les parents de voir que leur enfant trouve des amis, ait du plaisir à aller à l'école, ait de l'empathie pour les autres, soit prêt à aider, sache se comporter de façon adéquate avec ses émotions et ses échecs. Bref qu'il ait de la compétence émotionnelle.

Comment introduire mon enfant dans la vie afin qu'il sache prendre sa place dans la vie.

Pour y arriver, l'enfant doit pouvoir développer le sens de son importance pour ses proches. En plus il doit apprendre à se mettre à la place de l'autre. Finalement, les parents ont intérêt à garder à l'œil les grandes lignes.

### La nature sociale

Comprendre l'enfant veut dire le voir dans sa nature sociale, reconnaître qu'il est capable d'empathie. Et savoir que le fait de ressentir son importance pour ses proches le fait grandir.

Lorsque la volonté d'aider se développe chez l'enfant à partir de la conscience de sa propre importance, cette contribution restera ancrée dans son âme. Avoir conscience de sa propre importance et savoir: «Ma contribution est importante, on a besoin de moi.»

### «Je suis important pour les autres!» – devenir le semblable de son prochain

Exemple: Le petit enfant de cinq ans qui aide sa mère à couper les carottes aime aider. Il veut sentir que sa participation est importante pour que tout réussisse. Les remerciements de sa mère – vrais et non exagérés – donnent à l'enfant le sentiment d'être vu dans ce qu'il fait et d'être apprécié.

Le désir de participer et d'aider ses proches est lié à la nature sociale de l'être humain. L'être humain avec ses sens, avec sa capacité d'apprendre la langue, est en rapport avec ses proches. Pendant ses premières années, il n'est pas capable de vivre seul. S'il ne recevait pas les soins et l'aide désintéressée des proches, il ne pourrait pas survivre. La capacité d'aimer est innée dans la nature humaine. Elle se développe avec l'expérience de l'empathie qui n'est pas liée à des conditions.

La joie désintéressée de la communauté se développe là où les êtres humains sont présents les uns pour les autres. Celui qui fait quelque chose pour son prochain et qui reçoit le geste du remerciement, a la certitude qu'il est bon de s'entraider. Il commence ses journées avec le sentiment: «C'est juste d'agir ainsi!» L'être humain ressent cette certitude dans les petites et grandes occasions, dans le déroulement de la vie parmi les êtres humains.

### Apprendre à voir avec le cœur – le développement de l'empathie

Le deuxième composant important pour le développement des sentiments positifs envers

son prochain ou le sens de la responsabilité, c'est la capacité de faire des réflexions sur un autre être humain, de ressentir ses émotions et ce qu'il lui faut: De quoi a besoin mon copain de jeux, ma mère, mon père, les frères et sœurs, qu'est-ce qui est nécessaire aux malades et aux personnes dans le besoin? Là, des échanges répétés avec l'enfant, mais aussi parmi les adultes, sont nécessaires pour rendre compréhensible la situation, les motifs de nos prochains. Toujours et à nouveau il est important de voir avec les yeux de l'autre, d'entendre avec les oreilles de l'autre et de sentir avec le cœur de l'autre. C'est ainsi que s'exprime *Alfred Adler*, le fondateur de la psychologie individuelle, de manière palpable et compréhensible. C'est ce qui est exprimé dans la notion de l'empathie et du sens communau-

«Faire l'expérience de l'amour – aussi fondamentale et précieuse soit-elle – ne suffit pas à elle seule pour le développement de l'empathie. L'empathie et la compréhension ont besoin d'un apprentissage actif. Il faut reconnaître les premiers signes chez l'enfant et leur donner de la place pour que les sentiments positifs envers les proches, la serviabilité et l'amour du prochain puissent s'épanouir.»

taire. La formation de la capacité d'empathie doit rester éveillée aussi à l'âge adulte pour qu'elle ne soit jamais mutilée. Au contraire, au courant de la vie, elle devrait acquérir une forme de plus en plus mûre. C'est ce qui nous amène avec l'âge à être une personne avec l'expérience de vie sur laquelle les plus jeunes aiment s'appuyer, vers laquelle ils aiment se tourner lorsqu'ils ont besoin d'un conseil ou d'une aide.

### L'amour à lui seul ne suffit pas – il faut une introduction pour savoir aider

Faire l'expérience de l'amour – aussi fondamentale et précieuse soit-elle – ne suffit pas à elle seule pour le développement de l'empathie. L'empathie et la compréhension ont besoin d'un apprentissage actif. Il faut reconnaître les premiers signes chez l'enfant et leur donner de la place pour que les sentiments positifs envers les proches, la serviabilité et l'amour du prochain puissent s'épanouir.

Tout cela peut se développer si les parents laissent participer leurs enfants aux travaux du ménage, au jardin, aux nettoyages et aux rangements. Ce qui est décisif, c'est que les parents donnent une place au sentiment de l'enfant d'être capable d'aider. L'enfant n'a pas besoin de grands mots, mais d'un sentiment de vraie joie et de gratitude pour l'aide effectuée. «Que c'est bien que la table soit déjà mise, ainsi nous pouvons tout de suite nous assoier et commencer à manger.» L'adulte doit reconnaître le fond positif et la bonne intention. Avec la participation intérieure, on reflète pour l'enfant l'importance de l'aide effectuée. Ainsi l'enfant a la possibilité de se voir en tant qu'aidant et d'intégrer cette capacité dans son image de lui-même et de la consolider. Cette impulsion de participer, d'être responsable, l'accompagnera dans sa vie ultérieure.

### Transférer de la responsabilité

Les parents doivent aussi transférer de la responsabilité à l'enfant, exiger qu'il se comporte de façon à faire du bien aux autres. («Va demander à papa s'il boirait bien une tasse de café.»)

*Diana Baumrind* a constaté que les enfants qui doivent accomplir des devoirs au ménage sont plus aimables et plus conciliants que les enfants qui n'ont pas de devoirs. La même chose est valable pour les enfants qui ont la responsabilité d'un animal domestique. Plus un enfant contribue au maintien de la vie de famille (c'est prouvé aussi dans des études comparatives interculturelles), plus il développe des sentiments positifs envers ses pro-

chains. Des enfants par exemple qui doivent garder du bétail, prendre soin des frères et sœurs, développent plus d'empathie que des enfants qui n'ont pas eu l'occasion de prendre de la responsabilité. C'est le cas si l'enfant a pour seule tâche de ranger sa chambre. Le fait de ranger sa propre chambre n'éveille pas le sentiment chez l'enfant de contribuer au bien de la famille. Et c'est exactement ce qui est important pour faire grandir le sentiment d'importance, de responsabilité.

### Le comportement vis-à-vis les besoins de l'enfant

Dans la génération actuelle de parents on peut reconnaître un changement, un motif préjudiciable pour le bien de l'enfant: Les parents mettent les besoins de l'enfant trop au centre de leurs efforts, et se font un devoir de maintenir ses humeurs dans le domaine positif, de garder la bonne entente avec lui et de refléter ses états d'âme.

On s'aperçoit que les parents font très attention aux besoins et aux états d'âme de leurs enfants. Si on veut savoir pourquoi, ils expliquent que c'est important pour le bien de l'enfant d'y prêter beaucoup d'attention. Cela se présente comme la certitude inébranlable qu'il s'agit là d'une orientation éducative juste. Avec ce leitmotiv les parents sont attirés dans un tourbillon qui leur fait perdre toute orientation vers une attitude éducative solide.

Etre à l'écoute de l'enfant ne veut pas dire combler tous ses besoins, cela ne veut pas dire servir ses états d'âme. Qui est-ce qui crée et assouvit les besoins dans notre société? Depuis longtemps, les besoins des enfants sont dirigés par la pub et les pressions de consommation par les groupes du même âge.

Le professeur de sciences politiques *Zbigniew Brzezinski* est le maître à penser parmi les stratèges globaux des USA. Il propage «the american way of life» comme bien d'exportation pour toute l'humanité: Un style de vie qui, dans les têtes des gens, a été lié à la liberté et à l'aisance. En réalité ce «way of life» sert les intérêts de moins de 5% de l'humanité, c'est-à-dire des plus riches des riches qui vivent au détriment de la majorité de la population mondiale, qui l'exploitent et la gardent dans l'ignorance. Dans son livre «Le grand échiquier», il fait l'esquisse d'une dominance mondiale et unilatérale des Etats-Unis, l'imposition des intérêts américains dans l'espace de l'Asie centrale. Dans son livre «Between two ages» il montre comment la manière de vivre des USA doit être implantée dans les têtes et les cœurs de l'humanité: Entre autre il se prononce, en se référant à *Kurt Lewin*, pour la satisfaction des besoins, pour l'orientation vers les besoins dans l'éducation.

La génération actuelle de parents s'est entièrement conformée à l'opinion que les parents doivent prendre au sérieux les besoins de leurs enfants. Ils ne ressentent plus aucune dissension concernant la véracité de cette ligne de conduite. Et ils agissent avec le sentiment de bien faire lorsqu'il s'agit de combler les besoins, mais aussi d'être à l'écoute des émotions de leurs enfants. Mais de cette manière ne se développent pas de jeunes citoyens capables de démocratie, qui seront capables de réfléchir aussi dans le sens de leurs concitoyens.

Une mère raconte qu'elle ne sait pas comment aider sa fille à se débarrasser de ses angoisses. Les angoisses de cette fille de six ans se seraient développées au cours de six mois de façon si intensive qu'elle ne voulait plus sortir de la maison lorsqu'il y avait des nuages. La mère attribue l'angoisse de *Jara* à un événement lors d'une excursion d'été où un violent orage avait éclaté soudainement et que finalement tout le monde avait trouvé refuge dans l'auto qui était garée sur un parking. Elle en tire la conclusion que cet événement a déséquilibré sa fille de façon si définitive qu'elle serait tellement envahie par la peur au point de refuser de sortir de la maison en voyant un seul nuage au ciel. Elle ne veut pas tourmenter sa fille par une

réaction présumée fausse. Et donc elle est à l'écoute de toutes les émotions, états d'âmes et besoins de *Jara*. Qu'elle ait donné un faux signal et que toute cette compréhension puisse être pour sa fille la source de davantage d'angoisses encore, cette idée a surpris la mère. Cette réflexion est très importante: Les parents doivent, dans la relation avec leurs enfants, établir une hiérarchie, donner une orientation. Dans le comportement face aux émotions, il faut être sûr qu'une angoisse a un point de départ, mais aussi une fin, et que c'est nous qui apprenons à gérer les émotions, à les diriger. Il faut dans un certain sens une assurance osmotique des parents que la vie continue et qu'on se dirige ensemble vers de nouveaux devoirs.

D'où vient l'idée de la mère que les émotions et les besoins des enfants doivent toujours venir en premier lieu?

«Un enfant qui s'oriente en première ligne d'après ses besoins devient facilement la proie d'autres forces comme les médias et l'industrie du divertissement. Il faut au contraire une bonne ration de conscience critique pour se trouver en équilibre avec sa propre vie et ne pas être dirigé par des intérêts extérieurs, et vivre en responsabilité avec son prochain et l'humanité.»

Assouvir les besoins des enfants veut dire renforcer dans l'esprit des enfants la ligne de conduite qui cherche à s'imposer sans évaluation. Un enfant qui s'oriente en première ligne d'après ses besoins devient facilement la proie d'autres forces comme les médias et l'industrie du divertissement. Il faut au contraire une bonne ration de conscience critique pour se trouver en équilibre avec sa propre vie et ne pas être dirigé par des intérêts extérieurs, et vivre en responsabilité avec son prochain et l'humanité.

*Brzezinski* aurait donné l'orientation pour la voie vers le siècle suivant en 1995, lors d'une invitation à Fairmont, devant 500 politiciens, dirigeants d'économie, scientifiques et représentants des groupes de médias de tous les continents. Deux notions ont alors été expliquées: la «société de 20/80» et le «tittytainment». Ce qui veut dire qu'à l'avenir uniquement 20% de la population seront nécessaires dans le processus du travail. Le reste, les 80% de la population mondiale – alors au chômage – devrait être maintenu tranquille par une forme moderne de la stratégie «du pain et des jeux». «Tittytainment» veut dire un divertissement assourdissant pour les 80% de la population mondiale frustrée, pour calmer ces gens exclus de l'aisance et du travail.

Abandonner nos enfants aux médias conduira à leur préparation pour qu'ils subissent passivement les dysfonctionnements politiques.

Les parents ont besoin de leur propre point de vue devant de telles questions concernant toute la société, afin d'être capables de protéger leurs enfants et de permettre leur entrée dans la vie responsable. Notre jeunesse est en danger d'être capturée par la littérature *fantasy*, les films violents, les jeux vidéo et le monde du sexe comme assouvissement égo-centrique de ses besoins, et risque de l'accepter comme but unique dans la vie. Cette plongée de la jeune génération dans des mondes parallèles est programmée. Prendre un autre chemin dans notre comportement envers les enfants, c'est ce qu'il faut chercher. Si l'enfant est victime de ses besoins, il se laissera diriger. S'il apprend par contre à maîtriser ses émotions, il prendra le chemin d'une vie sous sa propre responsabilité. Si l'enfant apprend à évaluer ses émotions, il se sent indépendant et satisfait. Il commence à se donner des buts et à les poursuivre, il construit lui-même sa vie.

(Traduction *Horizons et débats*)

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– Euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## Françoise D. Alsaker: Avec courage contre le harcèlement moral au jardin d'enfants et à l'école

eg. De nos jours, le harcèlement moral est un problème qui entrave lourdement le bien-être de beaucoup de gens et ébranle les bases d'une vie en commun digne dans une société démocratique. Cela nous fait réfléchir que déjà chez des enfants, dans les jardins d'enfants et à l'école, les processus du harcèlement moral entravent – souvent de façon inaperçue – la vie en commun et le mûrissement psychique de tous les participants. Un tel développement endommage la substance même de la vie démocratique et ouvre la voie aux actions contre la communauté aussi à l'âge adulte. *Horizons et débats* s'est déjà occupé plusieurs fois de ce thème. Entre autre une interview de la psychologue *Françoise D. Alsaker* a été publiée (*Horizons et débats* n° 3 du 23/1/12). Elle fait partie des pionniers de la recherche sur le harcèlement moral. Maintenant elle a publié un autre livre sur ce thème d'actualité.<sup>1</sup> Avec ce livre, l'auteur donne une contribution importante pour arrêter ce développement. Elle rejoint donc sa recherche de longue date, qui consacre avec succès d'importants résultats pour la solution du problème. Dans ce livre, la recherche et la pratique se rejoignent, comme l'auteur l'écrit dans sa préface. Réunissant des projets de recherche de beaucoup de pays, suisses et internationaux, elle a réussi à rassembler en une seule et même unité le savoir sur le harcèlement moral, et les possibilités d'activités contre le harcèlement moral dans les jardins d'enfants et dans les écoles. Quand on commence à lire son nouveau livre, on ne peut qu'aller jusqu'au bout. L'auteur s'adresse au lecteur dans un dialogue d'égal à égal, met à sa disposition son savoir et ses expériences de longue date, des outils pour aider à éviter le harcèlement moral ou pour agir contre le harcèlement moral déjà existant. Ça donne de l'espoir et éveille le sens de responsabilité.

La première partie du livre s'intitule «Ce que nous devons savoir sur le harcèlement moral». L'auteur amène le lecteur à la recherche scientifique et pose soigneusement et de façon compréhensible les bases scientifiques du thème. Dans les premiers chapitres, le lecteur peut s'approprier le savoir de base fondé, il développe le sentiment pour reconnaître les signes et les apparences typiques du harcèlement moral, et il apprend à reconnaître les facteurs qui contribuent à la genèse et surtout au maintien du harcèlement moral. Apprendre à regarder, c'est le premier pas efficace de la prévention du harcèlement moral et pour pouvoir intervenir si nécessaire.

Dans les autres chapitres, elle parle des différents acteurs du processus du harcèlement moral et l'on voit clairement comment le harcèlement moral peut commencer et être maintenu. L'auteur veut montrer au lecteur ce qui est important pour le dépistage précoce

du harcèlement moral, et ce qui est important pour le procédé. Finalement, elle montre que tous sont impliqués dans le harcèlement moral, soit les victimes, soit les acteurs du harcèlement moral, et aussi les autres enfants. Les points les plus importants sont toujours répétés et résumés pour le lecteur. L'auteur veut, comme elle l'écrit elle-même, montrer au lecteur comment les processus du harcèlement peuvent être rompus grâce au dépistage précoce et grâce à une intervention ciblée.

Dans la deuxième partie du livre, elle nous présente le savoir actuel sur la prévention et l'intervention contre le harcèlement moral. Ensemble avec son groupe, l'auteur a développé et soigneusement testé le *Berner Präventionsprogramm gegen Mobbing, Be-Prox* (programme bernois contre le harcèlement moral). Ce programme est présenté en détail et représente des directives pour la réalisation dans la pratique. Chaque pas est expliqué de façon différenciée à l'aide d'exemples pratiques. Avec des questions intéressantes, des devoirs et des idées à la fin du chapitre, le lecteur est sollicité comme partenaire actif et à titre d'égal pour réfléchir à comment devenir actif. Il peut donc

travailler lui-même dans son propre champ d'action. Des exemples concrets de l'enseignement incitent à la réflexion sur les propres expériences avec des enfants et des adolescents dans la famille, à l'école et dans des organisations de loisirs.

A la fin du livre on trouve un appendice varié. Le lecteur y trouve différents formulaires et questionnaires avec lesquels les enfants et adolescents peuvent être contactés à tous les âges. Pour pouvoir ainsi, dans un premier pas important, rompre le silence sur les processus désolants et pesants.

L'auteur réussit de manière convaincante à renforcer les possibilités d'agir des enseignants et à montrer, comme elle l'appelle, que «le comportement vis-à-vis du harcèlement moral ne relève pas de la magie mais qu'il faut peut-être une petite portion de courage pour par exemple réfléchir à ses idées et pour changer ses façons d'agir et discuter ensemble des thèmes désagréables». (p. 12)

Il serait souhaitable que ce livre et les œuvres précédentes de l'auteur, ainsi que les matériaux d'enseignement élaborés par le groupe de prévention Alsaker contre le harcèlement moral, deviennent lecture obliga-

toire dans les hautes écoles pédagogiques. Elles ouvrent des perspectives pour tous les futurs enseignants et spécialistes d'autres professions. Mais le livre doit aussi trouver des lecteurs attentifs auprès des responsables politiques de tous les niveaux.

Les actions indignes entre les êtres humains pourront alors être arrêtées par des actions en commun, et résolues. Et le problème de la violence pourrait être endigué depuis le bas. La jeunesse est capable d'autres choses que de passer ses loisirs à traîner, et ses ressources peuvent et doivent être éveillées. Il y aura alors des citoyennes et citoyens qui seront capables de vivre la démocratie et de lui rendre son fondement humain nécessaire. Le livre et le travail de recherche de Françoise D. Alsaker y représentent une contribution importante. •

<sup>1</sup> Françoise D. Alsaker. *Mutig gegen Mobbing in Kindergarten und Schule*. Editions Hans Huber, Hogrefe AG Berne. ISBN 978-3-456-84913-3

Une réédition du dossier de médias «Mobbing ist kein Kinderspiel» correspondant au livre de Françoise Alsaker est prévue par le *Schulverlag* [Editions scolaires] et sera bientôt disponible.

### Une base importante pour la démocratie: Faire la différence entre le harcèlement moral et les conflits

#### Harcèlement moral et conflits

Le déséquilibre incontestable entre les acteurs du harcèlement moral et les victimes est une des caractéristiques centrales du harcèlement moral. Il appartient aussi aux critères qui distinguent le harcèlement moral des conflits. Dans les conflits, les opposants sont plus ou moins de force égale et au moins égales en droits. Des enfants se taquent, ont des disputes – parfois beaucoup – et cela peut aussi prendre des proportions corporelles. Lorsque les enfants sont de force égale, nous parlons de conflits. Les conflits appartiennent au quotidien et au développement social et émotionnel. Les enfants apprennent à gérer les conflits, à trouver des solutions, à s'imposer ou à céder. En plus ils se rendent compte jusqu'où ils peuvent aller et ils apprennent à se défendre. Le harcèlement moral n'offre aucune de ces possibilités. La victime de l'attaque du harcèlement moral n'a aucune chance contre l'autre. Alors il apprend le plus souvent uniquement à céder.

Lorsque les enfants ont des conflits, ils se disputent sur «quelque chose». Soit que deux enfants veulent avoir la même chose et se disputent pour savoir qui aura l'objet convoité, ou bien ils se disputent parce ce qu'ils ne peuvent pas se mettre d'accord sur le jeu qu'ils veulent jouer, où ils veulent aller, quelles doivent être les règles d'un jeu etc. Les conflits ont le plus souvent un contenu concret. La même chose est aussi valable

pour les adultes. Dans le cas du harcèlement moral, il n'y a pas de sujet de conflit. Avec le harcèlement moral les acteurs font la démonstration de leur besoin de pouvoir en attaquant quelqu'un et en le blessant.

Dans les conflits, les deux parties contribuent, même si un côté a commencé. Les conflits sont rarement liés à la violence. (Shantz, 1987). Des situations de conflit peuvent aussi dégénérer, par exemple lorsqu'aucun des partis n'accepte de compromis, lorsque les limites personnelles ne sont pas respectées, lorsqu'il y a des malentendus. On en arrive à ce point surtout si les deux parties du conflit ont des perceptions erronées. Des conflits trop fréquents, des conflits qui dégénèrent trop souvent, des conflits marqués par un déséquilibre, parce que c'est toujours le même parti qui cède, ne sont plus bénéfiques pour le développement. De tels conflits peuvent aussi être la base de situations de harcèlement moral, lorsque les conditions-cadres sont présentes.

Il y a des enfants et des adultes qui ont facilement des conflits, et d'autres qui évitent les conflits. On peut abuser des deux comportements dans une situation de harcèlement moral, au détriment de la victime. Les uns se laissent facilement provoquer et chaque provocation peut déclencher des situations graves de conflits. Pour des personnes extérieures, la situation est difficilement compréhensible lorsque les acteurs du harcèlement moral commencent à provoquer leur victime et dissimulent ensuite leur

attaque comme une «défense normale». Le fait d'éviter les conflits à l'extrême a pour résultat que les enfants se retirent très vite. Ainsi ils sont perçus comme des cibles faciles par les acteurs du harcèlement moral, parce qu'ils préfèrent céder au lieu de se défendre.

Il est très important de ne pas désigner le harcèlement moral comme conflit. Dans un conflit, les deux parties doivent contribuer à la solution du problème pour en apprendre quelque chose de constructif. Dans la situation du harcèlement moral, il faut veiller à ce que les acteurs du harcèlement moral et leurs assistants changent leur comportement. Le harcèlement moral est souvent dissimulé par les acteurs derrière un conflit. On ferait cependant du tort aux victimes en les rendant responsables de la situation du harcèlement moral, ou même en leur demandant une attitude conciliante ou de la souplesse.

- Le harcèlement moral n'est pas un conflit.
- Le harcèlement moral est une démonstration de pouvoir et marqué par le déséquilibre.
- Les conflits ont des sujets concrets – le harcèlement moral a pour but de blesser la victime.
- Les conflits font partie du développement – le harcèlement moral empêche le développement.

Extrait de: Françoise D. Alsaker, *Mutig gegen Mobbing in Kindergarten und Schule*, Berne 2012, p. 20/21

(Traduction *Horizons et débats*)

## L'Allemagne fut le pays des poètes et des penseurs

L'Allemagne fut le pays des poètes et des penseurs et, dans le monde moderne basé sur la répartition du travail, l'économie nationale ne peut que persister si elle continue à s'affirmer comme précurseur en science technologique. Pour cela, on a besoin de personnes motivées et bien formées. Celles-ci deviennent pourtant rares en Allemagne.

Pendant des générations, un quotient intellectuel de 100 était considéré chez nous comme moyenne. Celui qui voulait passer le baccalauréat devait avoir un QI d'au moins 115 et pour des études supérieures, il fallait avoir une valeur moyenne de 120. C'est pourquoi, il y a 50 ans, il était naturel pour tout bachelier mais aussi pour tout collégien d'école professionnelle qu'il sache à peu près bien lire, écrire et compter.

Pourtant, ceci c'est du passé. Entre-temps, pratiquement tous les Bundesländer (y compris la Bavière) ont baissé les exigences du bac pour que – politiquement correct oblige – le taux de bacheliers par année soit le plus élevé possible. Les universités sont confrontées maintenant à des étudiants qui en partie ne sont presque plus capables de mettre deux

ou trois phrases par écrit ou de résoudre un calcul sans outil de travail!

La situation des professions à formation professionnelle est tout aussi catastrophique. Récemment, le *Deutsche Handwerkszeitung* (journal des artisans) s'est plaint du fait qu'un quart de tous les élèves quittent les établissements scolaires d'enseignement général sans avoir atteint la maturité nécessaire pour suivre une formation professionnelle. Les grandes entreprises, qui peuvent se le permettre, font une sélection des candidats à une formation de sorte que, par exemple, le groupe énergétique *Vattenfall* ne présélectionne en moyenne plus que 5 candidats sur 150. Les petites entreprises et les artisans ne peuvent pas se le permettre, et par conséquent de plus en plus d'entre eux sont contraints à renoncer à l'embauche d'apprentis. «Si on a de la chance avec un bon apprenti, celui-ci quitte l'entreprise formatrice la plupart du temps peu après la fin de son apprentissage pour suivre des formations supérieures. Les autres ne valent pas grand chose», c'est ainsi qu'un maître d'état en électricité résume le grave problème de

succession qui ne sévit pourtant pas seulement dans sa branche.

Aujourd'hui en Allemagne vivent selon des statistiques du gouvernement fédéral près de 7,5 millions de personnes qui ne savent au mieux écrire et lire que leur nom, et qui sont désignées par les milieux professionnels comme des «analphabètes fonctionnels». Toutefois, 48% d'entre-eux possèdent le brevet délivré par la *Hauptschule* et même 19% le brevet des collèges! Ces étonnants «succès dans la formation» sont peut-être aussi une exigence du «politiquement correct», car selon des données officielles, 3,1 millions de ces analphabètes fonctionnels sont issus de l'immigration.

En même temps, les établissements pour les surdoués ont de plus en plus de problèmes à remplir leurs amphithéâtres. Là aussi, on aide au moyen d'un abaissement des exigences minimales. Il y a quelques années encore, un surdoué devait atteindre au moins un QI de 129, maintenant, la limite a été ramenée tacitement dans la plupart des tests à 124. Le surdoué potentiel d'aujourd'hui était, il y a 50 ans, quelqu'un considéré

comme juste capable de faire des études passables (mais rien de plus!)

Bien sûr, ils existent encore, ces jeunes gens intelligents, avec souplesse d'esprit et hautement motivés qui suivront leur chemin professionnel. Pourtant – et c'est tragique – ce sont souvent ceux-là qui parlent ouvertement de leurs projets de quitter éventuellement leur pays d'origine pour toujours. On peut lire dans une étude: «Plus les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ont du succès dans leurs études, plus ils planifient fermement de quitter la République fédérale». Déjà aujourd'hui, on peut en déduire les conséquences possibles à l'exemple de l'Argentine. Là, près de 40% des diplômés de l'enseignement supérieur avaient quitté leur pays en 2002 à la suite de la faillite de l'Etat. Ils manquaient après pour la «reconstruction», et l'Argentine ne s'est toujours pas remise de cette saignée.

Dans le pays des poètes et des penseurs également, l'«action de penser» risque de devenir une «apparition» rare. Les conséquences seront dramatiques! •

Source: *Vertrauliche Mitteilungen*, n° 3972 du 27/3/12 (Traduction *Horizons et débats*)